



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

**Budget Implementation Act,
2021, No. 1**

**Loi n^o 1 d'exécution du budget
de 2021**

S.C. 2021, c. 23

L.C. 2021, ch. 23

Current to February 6, 2024

À jour au 6 février 2024

Last amended on January 1, 2024

Dernière modification le 1 janvier 2024

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to February 6, 2024. The last amendments came into force on January 1, 2024. Any amendments that were not in force as of February 6, 2024 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

Shaded provisions in this document are not in force.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité – lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 6 février 2024. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 1 janvier 2024. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 6 février 2024 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

Les dispositions ombrées dans ce document ne sont pas en vigueur.

TABLE OF PROVISIONS

An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on April 19, 2021 and other measures

	Short Title
1	Short title
	PART 1
	Amendments to the Income Tax Act and Other Legislation
	Income Tax Act
	Excise Tax Act
	Air Travellers Security Charge Act
	Excise Act, 2001
	Greenhouse Gas Pollution Pricing Act
	Income Tax Regulations
	Canada Disability Savings Regulations
	PART 2
	GST/HST Measures
	Excise Tax Act
	New Harmonized Value-added Tax System Regulations, No. 2
	PART 3
	Amendments to the Excise Act, 2001
	Excise Act, 2001

TABLE ANALYTIQUE

Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 19 avril 2021 et mettant en œuvre d'autres mesures

	Titre abrégé
1	Titre abrégé
	PARTIE 1
	Modifications à la Loi de l'impôt sur le revenu et autres textes
	Loi de l'impôt sur le revenu
	Loi sur la taxe d'accise
	Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien
	Loi de 2001 sur l'accise
	Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre
	Règlement de l'impôt sur le revenu
	Règlement sur l'épargne-invalidité
	PARTIE 2
	Mesures relatives à la TPS/TVH
	Loi sur la taxe d'accise
	Règlement n° 2 sur le nouveau régime de la taxe à valeur ajoutée harmonisée
	PARTIE 3
	Modifications à la Loi de 2001 sur l'accise
	Loi de 2001 sur l'accise

PART 4		PARTIE 4	
Various Measures		Mesures diverses	
DIVISION 1		SECTION 1	
Stability and Efficiency of the Financial Sector		Stabilité et efficacité du secteur financier	
Canada Deposit Insurance Corporation Act		Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada	
Payment Clearing and Settlement Act		Loi sur la compensation et le règlement des paiements	
Budget Implementation Act, 2018, No. 1		Loi n° 1 d'exécution du budget de 2018	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
139 Order in council	139	Décret	
DIVISION 2		SECTION 2	
Unclaimed Amounts		Sommes non réclamées	
Bank of Canada Act		Loi sur la Banque du Canada	
Pension Benefits Standards Act, 1985		Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension	
Trust and Loan Companies Act		Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt	
Bank Act		Loi sur les banques	
Coordinating Amendments		Dispositions de coordination	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
150 Order in council	150	Décret	
DIVISION 3		SECTION 3	
Budget Implementation Act, 2018, No. 2		Loi n° 2 d'exécution du budget de 2018	
Amendments to the Act		Modification de la loi	
Coordinating Amendments		Dispositions de coordination	
DIVISION 4		SECTION 4	
Sunset Provisions		Dispositions de temporarisation	
Trust and Loan Companies Act		Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt	
Bank Act		Loi sur les banques	
Insurance Companies Act		Loi sur les sociétés d'assurances	
DIVISION 5		SECTION 5	
Justice for Victims of Corrupt Foreign Officials Act (Sergei Magnitsky Law)		Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus (loi de Sergueï Magnitski)	

DIVISION 6		SECTION 6	
Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act		Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes	
Amendments to the Act		Modification de la loi	
Transitional Provision		Disposition transitoire	
175.1	No ascertainment of expenses in first year	175.1	Pas de détermination des frais : première année
Coming into Force		Entrée en vigueur	
176	Order in council	176	Décret
DIVISION 7		SECTION 7	
Retail Payment Activities Act		Loi sur les activités associées aux paiements de détail	
Enactment of Act		Édiction de la loi	
Related Amendments		Modifications connexes	
Canada Deposit Insurance Corporation Act		Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada	
Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act		Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes	
Financial Consumer Agency of Canada Act		Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada	
Payment Card Networks Act		Loi sur les réseaux de cartes de paiement	
Coordinating Amendments		Dispositions de coordination	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
187	Order in council	187	Décret
DIVISION 8		SECTION 8	
Pension Benefits Standards Act, 1985		Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension	
Amendments to the Act		Modification de la loi	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
*191	Order in council	*191	Décret
DIVISION 9		SECTION 9	
First Nations Fiscal Management Act		Loi sur la gestion financière des premières nations	
DIVISION 10		SECTION 10	
Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act (Fiscal Stabilization Payments)		Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces (paiements de stabilisation)	
Amendments to the Act		Modification de la loi	
Transitional Provision		Disposition transitoire	
195	Continuation	195	Continuation

DIVISION 11		SECTION 11	
	Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act (Additional Health Payments)		Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces (versements supplémentaires en matière de santé)
DIVISION 12		SECTION 12	
	Canada's COVID-19 Immunization Plan		Plan d'immunisation du Canada contre la COVID-19
197	Total payment of \$1 billion	197	Paielement total de 1 000 000 000 \$
DIVISION 13		SECTION 13	
	Canada Community-Building Fund		Fonds pour le développement des collectivités du Canada
	Additional Payments		Versements supplémentaires
198	Maximum payment of \$2.2 billion	198	Paielement maximal de 2 200 000 000 \$
	Keeping Canada's Economy and Jobs Growing Act		Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada
DIVISION 14		SECTION 14	
	Hibernia Dividend Backed Annuity Agreement		Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia
200	Maximum amount of \$3,056,491,000	200	Somme maximale de 3 056 491 000 \$
DIVISION 15		SECTION 15	
	Nova Scotia and Newfoundland and Labrador Additional Fiscal Equalization Offset Payments Act		Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et- Labrador
DIVISION 16		SECTION 16	
	Telecommunications Act		Loi sur les télécommunications
DIVISION 17		SECTION 17	
	Canada Small Business Financing Act		Loi sur le financement des petites entreprises du Canada
	Amendments to the Act		Modification de la loi
	Coming into Force		Entrée en vigueur
*208	Order in council	*208	Décret
DIVISION 18		SECTION 18	
	Customs Act		Loi sur les douanes
	Amendments to the Act		Modification de la loi
	Coming into Force		Entrée en vigueur
*218	Order in council	*218	Décret

DIVISION 19	Canada–United States–Mexico Agreement Implementation Act	SECTION 19	Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique
DIVISION 20	Social Security Tribunal Department of Employment and Social Development Act Consequential Amendment to the Federal Courts Act Transitional Provisions	SECTION 20	Tribunal de la sécurité sociale Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social Modification corrélative à la Loi sur les Cours fédérales Dispositions transitoires
238	Definitions	238	Définitions
239	Clarification — immediate application	239	Précision — application immédiate
240	Time limit for appeals — summary dismissal	240	Délai d'appel — rejet sommaire
241	Applications under section 66 of former Act	241	Demande présentée au titre de l'article 66 de l'ancienne loi
242	Applications for leave to appeal — Income Security Section	242	Permission d'en appeler — section de la sécurité du revenu
243	Interpretation of consequential amendment to Federal Courts Act Coming into Force	243	Interprétation de la modification corrélative à la Loi sur les Cours fédérales Entrée en vigueur
*244	Order in council	*244	Décret
DIVISION 21	Canada Labour Code (Equal Remuneration Protection)	SECTION 21	Code canadien du travail (protection de rémunération égale)
DIVISION 22	Canada Labour Code (Federal Minimum Wage) Amendments to the Act Coming into Force	SECTION 22	Code canadien du travail (salaire minimum fédéral) Modification de la loi Entrée en vigueur
*248	Six months after royal assent	*248	Six mois après la sanction royale
DIVISION 23	Canada Labour Code (Leave Related to the Death or Disappearance of a Child)	SECTION 23	Code canadien du travail (congé dans le cas du décès ou de la disparition d'un enfant)
DIVISION 24	Payment to Quebec	SECTION 24	Paiement au Québec
251	Payment of \$130.3 million	251	Paiement de 130 300 000 \$
DIVISION 25	Judges Act Amendment to the Act	SECTION 25	Loi sur les juges Modification de la loi

	Transitional Provision		Disposition transitoire
253	Section 65.1 of Judges Act	253	Article 65.1 de la Loi sur les juges
	DIVISION 26		SECTION 26
	New Judicial Resources		Nouvelles ressources judiciaires
	Federal Courts Act		Loi sur les Cours fédérales
	Judges Act		Loi sur les juges
	Tax Court of Canada Act		Loi sur la Cour canadienne de l'impôt
	DIVISION 27		SECTION 27
	National Research Council Act		Loi sur le Conseil national de recherches
	DIVISION 28		SECTION 28
	Department of Employment and Social Development Act		Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social
	DIVISION 29		SECTION 29
	Student Loans and Apprentice Loans		Prêts aux étudiants et prêts aux apprentis
	Canada Student Loans Act		Loi fédérale sur les prêts aux étudiants
	Canada Student Financial Assistance Act		Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants
	Apprentice Loans Act		Loi sur les prêts aux apprentis
	Coordinating Amendments		Dispositions de coordination
	DIVISION 30		SECTION 30
	First Nations Elections		Élections au sein de premières nations
267	Regulations deemed valid	267	Règlements réputés valides
	DIVISION 31		SECTION 31
	Increase to Old Age Security Pension and Payment		Majoration de la pension de vieillesse et paiement
	Old Age Security Act		Loi sur la sécurité de la vieillesse
	Payment		Paiement
275	Payment out of C.R.F.	275	Prélèvement sur le Trésor
	DIVISION 32		SECTION 32
	Public Service Employment Act		Loi sur l'emploi dans la fonction publique
	Amendments to the Act		Modification de la loi
	Transitional Provisions		Dispositions transitoires
282	Investigations	282	Enquêtes
283	Qualifications standards	283	Normes de qualification
284	Assessment methods	284	Méthode d'évaluation
285	Preference	285	Préférence
	Coming into Force		Entrée en vigueur
*286	Order in council	*286	Décret

	DIVISION 33		SECTION 33
	Early Learning and Child Care		Apprentissage et garde des jeunes enfants
287	Payments out of C.R.F.	287	Prélèvement sur le Trésor
	DIVISION 34		SECTION 34
	Benefits and Leave		Prestations et congés
	Canada Recovery Benefits Act		Loi sur les prestations canadiennes de relance économique
	Canada Labour Code		Code canadien du travail
	COVID-19 Response Measures Act		Loi sur des mesures en réponse à la COVID-19
	Canada Recovery Benefits Regulations		Règlement sur les prestations canadiennes de relance économique
	Canada Labour Standards Regulations		Règlement du Canada sur les normes du travail
	Coordinating Amendments		Dispositions de coordination
	Coming into Force		Entrée en vigueur
301	June 19, 2021	301	19 juin 2021
	DIVISION 35		SECTION 35
	Benefits and Leave Related to Employment		Prestations et congés liés à l'emploi
	Employment Insurance Act		Loi sur l'assurance-emploi
	Amendments to the Act		Modification de la loi
	Transitional Provisions		Dispositions transitoires
331	Words and expressions	331	Terminologie
332	Continued application — before September 26, 2021	332	Application continue — avant le 26 septembre 2021
333	Continued application — Part VIII.5	333	Application continue — partie VIII.5
334	Suspension of operation	334	Suspension de l'application
335	Continued application — before September 25, 2022	335	Application continue — avant le 25 septembre 2022
336	Illness, injury or quarantine	336	Maladie, blessure ou mise en quarantaine
	Coordinating Amendments		Dispositions de coordination
	Coming into Force		Entrée en vigueur
339	September 26, 2021	339	26 septembre 2021
	Canada Labour Code		Code canadien du travail
	Amendments to the Act		Modification de la loi
	Coordinating Amendments		Dispositions de coordination
	Coming into Force		Entrée en vigueur
*346	Subsection 307(2)	*346	Paragraphe 307(2)
	Employment Insurance Regulations		Règlement sur l'assurance-emploi
	Amendments to the Regulations		Modification du règlement
	Transitional Provisions		Dispositions transitoires
350.1	Continued application — before September 25, 2022	350.1	Application continue — avant le 25 septembre 2022

351 Coming into Force
September 26, 2021
Employment Insurance (Fishing) Regulations
Amendments to the Regulations
Transitional Provision

359 Non-application
Coming into Force

360 September 26, 2021

DIVISION 36

Canada Elections Act
Amendments to the Act
Application of Amendments

362 Election within six months

SCHEDULE 1

SCHEDULE I

SCHEDULE 2

SCHEDULE I

SCHEDULE 3

SCHEDULE V

SCHEDULE VI

Regions for the Purpose of Benefits
for Seasonal Workers

SCHEDULE 4

SCHEDULE

Entrée en vigueur
26 septembre 2021

Règlement sur l'assurance-emploi (pêche)
Modification du règlement
Disposition transitoire

359 Non-application
Entrée en vigueur

360 26 septembre 2021

SECTION 36

Loi électorale du Canada
Modification de la loi
Application des modifications

362 Élections déclenchées dans les six mois

ANNEXE 1

ANNEXE I

ANNEXE 2

ANNEXE I

ANNEXE 3

ANNEXE V

ANNEXE VI

Régions pour l'application des
prestations pour travailleurs
saisonniers

ANNEXE 4

ANNEXE



S.C. 2021, c. 23

L.C. 2021, ch. 23

An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on April 19, 2021 and other measures

Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 19 avril 2021 et mettant en œuvre d'autres mesures

[Assented to 29th June 2021]

[Sanctionnée le 29 juin 2021]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short Title

Titre abrégé

Short title

1 This Act may be cited as the *Budget Implementation Act, 2021, No. 1*.

Titre abrégé

1 *Loi n° 1 d'exécution du budget de 2021.*

PART 1

Amendments to the Income Tax Act and Other Legislation

PARTIE 1

Modifications à la Loi de l'impôt sur le revenu et autres textes

R.S., c. 1 (5th Supp.).

Income Tax Act

L.R., ch. 1 (5^e suppl.).

Loi de l'impôt sur le revenu

2 [Amendments]

2 [Modifications]

3 [Amendments]

3 [Modifications]

4 [Amendments]

4 [Modifications]

5 [Amendments]

5 [Modifications]

6 [Amendments]

6 [Modifications]

7 [Amendments]

7 [Modifications]

8 [Amendments]

8 [Modifications]

- 9 [Amendments]**
- 10 [Amendments]**
- 11 [Amendments]**
- 12 [Amendments]**
- 13 [Amendments]**
- 14 [Amendments]**
- 15 [Amendments]**
- 16 [Amendments]**
- 17 [Amendments]**
- 18 [Amendments]**
- 19 [Amendments]**
- 20 [Amendments]**
- 21 [Amendments]**
- 22 [Amendments]**
- 23 [Amendments]**
- 24 [Amendments]**
- 25 [Amendments]**
- 26 [Amendments]**
- 27 [Amendments]**
- 28 [Amendments]**
- 29 [Amendments]**
- 30 [Amendments]**
- 31 [Amendments]**
- 32 [Amendments]**
- 33 [Amendments]**
- 34 [Amendments]**
- 35 [Amendments]**
- 36 [Amendments]**
- 37 [Amendments]**
- 38 [Amendments]**

- 9 [Modifications]**
- 10 [Modifications]**
- 11 [Modifications]**
- 12 [Modifications]**
- 13 [Modifications]**
- 14 [Modifications]**
- 15 [Modifications]**
- 16 [Modifications]**
- 17 [Modifications]**
- 18 [Modifications]**
- 19 [Modifications]**
- 20 [Modifications]**
- 21 [Modifications]**
- 22 [Modifications]**
- 23 [Modifications]**
- 24 [Modifications]**
- 25 [Modifications]**
- 26 [Modifications]**
- 27 [Modifications]**
- 28 [Modifications]**
- 29 [Modifications]**
- 30 [Modifications]**
- 31 [Modifications]**
- 32 [Modifications]**
- 33 [Modifications]**
- 34 [Modifications]**
- 35 [Modifications]**
- 36 [Modifications]**
- 37 [Modifications]**
- 38 [Modifications]**

39 [Amendments]

40 [Amendments]

41 [Amendments]

42 [Amendments]

43 [Amendments]

44 [Amendments]

45 [Amendments]

46 [Amendments]

47 [Amendments]

48 [Amendments]

49 [Amendments]

50 [Amendments]

51 [Amendments]

52 [Amendments]

53 [Amendments]

54 [Amendments]

55 [Amendments]

56 [Amendments]

57 [Amendments]

58 [Amendments]

59 [Amendments]

60 [Amendments]

61 [Amendments]

62 [Amendments]

63 [Amendments]

64 [Amendments]

R.S., c. E-15.

Excise Tax Act

65 [Amendments]

66 [Amendments]

39 [Modifications]

40 [Modifications]

41 [Modifications]

42 [Modifications]

43 [Modifications]

44 [Modifications]

45 [Modifications]

46 [Modifications]

47 [Modifications]

48 [Modifications]

49 [Modifications]

50 [Modifications]

51 [Modifications]

52 [Modifications]

53 [Modifications]

54 [Modifications]

55 [Modifications]

56 [Modifications]

57 [Modifications]

58 [Modifications]

59 [Modifications]

60 [Modifications]

61 [Modifications]

62 [Modifications]

63 [Modifications]

64 [Modifications]

L.R., ch. E-15.

Loi sur la taxe d'accise

65 [Modifications]

66 [Modifications]

67 [Amendments]

68 [Amendments]

69 [Amendments]

70 [Amendments]

71 [Amendments]

2002, c. 9, s. 5.

Air Travellers Security Charge Act

72 [Amendments]

73 [Amendments]

2002, c. 22.

Excise Act, 2001

74 [Amendments]

75 [Amendments]

76 [Amendments]

77 [Amendments]

2018, c. 12, s. 186.

Greenhouse Gas Pollution Pricing Act

78 [Amendments]

79 [Amendments]

80 [Amendments]

C.R.C., c. 945.

Income Tax Regulations

81 [Amendments]

82 [Amendments]

83 [Amendments]

84 [Amendments]

85 [Amendments]

86 [Amendments]

87 [Amendments]

67 [Modifications]

68 [Modifications]

69 [Modifications]

70 [Modifications]

71 [Modifications]

2002, ch. 9, art. 5.

Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien

72 [Modifications]

73 [Modifications]

2002, ch. 22.

Loi de 2001 sur l'accise

74 [Modifications]

75 [Modifications]

76 [Modifications]

77 [Modifications]

2018, ch. 12, art. 186.

Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre

78 [Modifications]

79 [Modifications]

80 [Modifications]

C.R.C., ch. 945.

Règlement de l'impôt sur le revenu

81 [Modifications]

82 [Modifications]

83 [Modifications]

84 [Modifications]

85 [Modifications]

86 [Modifications]

87 [Modifications]

88 [Amendments]

89 [Amendments]

90 [Amendments]

91 [Amendments]

92 [Amendments]

93 [Amendments]

SOR/2008-186.

Canada Disability Savings Regulations

94 [Amendments]

95 [Amendments]

96 [Amendments]

97 [Amendments]

98 [Amendments]

99 [Amendments]

PART 2

GST/HST Measures

R.S., c. E-15.

Excise Tax Act

100 [Amendments]

101 [Amendments]

102 [Amendments]

103 [Amendments]

104 [Amendments]

105 [Amendments]

106 [Amendments]

107 [Amendments]

108 [Amendments]

109 [Amendments]

110 [Amendments]

88 [Modifications]

89 [Modifications]

90 [Modifications]

91 [Modifications]

92 [Modifications]

93 [Modifications]

DORS/2008-186.

Règlement sur l'épargne-invalidité

94 [Modifications]

95 [Modifications]

96 [Modifications]

97 [Modifications]

98 [Modifications]

99 [Modifications]

PARTIE 2

Mesures relatives à la TPS/TVH

L.R., ch. E-15.

Loi sur la taxe d'accise

100 [Modifications]

101 [Modifications]

102 [Modifications]

103 [Modifications]

104 [Modifications]

105 [Modifications]

106 [Modifications]

107 [Modifications]

108 [Modifications]

109 [Modifications]

110 [Modifications]

111 [Amendments]

112 [Amendments]

113 [Amendments]

114 [Amendments]

115 [Amendments]

SOR/2010-151.

New Harmonized Value-added Tax
System Regulations, No. 2

116 [Amendments]

PART 3

Amendments to the Excise Act,
2001

2002, c. 22.

Excise Act, 2001

117 [Amendments]

118 [Amendments]

119 [Amendments]

120 [Amendments]

121 [Amendments]

122 [Amendments]

123 [Amendments]

124 [Amendments]

125 [Amendments]

111 [Modifications]

112 [Modifications]

113 [Modifications]

114 [Modifications]

115 [Modifications]

DORS/2010-151.

Règlement n° 2 sur le nouveau régime
de la taxe à valeur ajoutée harmonisée

116 [Modifications]

PARTIE 3

Modifications à la Loi de 2001
sur l'accise

2002, ch. 22.

Loi de 2001 sur l'accise

117 [Modifications]

118 [Modifications]

119 [Modifications]

120 [Modifications]

121 [Modifications]

122 [Modifications]

123 [Modifications]

124 [Modifications]

125 [Modifications]

PART 4

Various Measures

DIVISION 1

Stability and Efficiency of the Financial Sector

R.S., c. C-3.

Canada Deposit Insurance Corporation Act

126 [Amendments]

127 [Amendments]

128 [Amendments]

129 [Amendments]

130 [Amendments]

131 [Amendments]

132 [Amendments]

1996, c. 6, Sch..

Payment Clearing and Settlement Act

133 [Amendments]

134 [Amendments]

135 [Amendments]

136 [Amendments]

137 [Amendments]

2018, c. 12.

Budget Implementation Act, 2018, No. 1

138 [Amendments]

PARTIE 4

Mesures diverses

SECTION 1

Stabilité et efficacité du secteur financier

L.R., ch. C-3.

Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada

126 [Modifications]

127 [Modifications]

128 [Modifications]

129 [Modifications]

130 [Modifications]

131 [Modifications]

132 [Modifications]

1996, ch. 6, ann..

Loi sur la compensation et le règlement des paiements

133 [Modifications]

134 [Modifications]

135 [Modifications]

136 [Modifications]

137 [Modifications]

2018, ch. 12.

Loi n° 1 d'exécution du budget de 2018

138 [Modifications]

Coming into Force

Order in council

139 (1) Sections 129 to 131 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 129 to 131 not in force.]

2018, c. 12 — second anniversary.

(2) Section 132 comes into force on the second anniversary of the day on which section 212 of the Budget Implementation Act, 2018, No. 1 comes into force.

* [Note: Section 132 in force April 30, 2024.]

DIVISION 2

Unclaimed Amounts

R.S., c. B-2.

Bank of Canada Act

140 [Amendments]

R.S., c. 32 (2nd Supp.).

Pension Benefits Standards Act, 1985

141 [Amendments]

142 [Amendments]

1991, c. 45.

Trust and Loan Companies Act

143 [Amendments]

144 [Amendments]

1991, c. 46.

Bank Act

145 [Amendments]

146 [Amendments]

147 [Amendments]

148 [Amendments]

Entrée en vigueur

Décret

139 (1) Les articles 129 à 131 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Articles 129 à 131 non en vigueur.]

2018, ch. 12 — deuxième anniversaire.

(2) L'article 132 entre en vigueur au deuxième anniversaire de la date d'entrée en vigueur de l'article 212 de la Loi n° 1 d'exécution du budget de 2018.

* [Note : Article 132 en vigueur le 30 avril 2024.]

SECTION 2

Sommes non réclamées

L.R., ch. B-2.

Loi sur la Banque du Canada

140 [Modifications]

L.R., ch. 32 (2^e suppl.).

Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension

141 [Modifications]

142 [Modifications]

1991, ch. 45.

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

143 [Modifications]

144 [Modifications]

1991, ch. 46.

Loi sur les banques

145 [Modifications]

146 [Modifications]

147 [Modifications]

148 [Modifications]

Coordinating Amendments

149 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

150 (1) Sections 140 and 143 to 148 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 140 and 143 to 148 in force June 30, 2023, see SI/2023-22.]

Order in council

(2) Sections 141 and 142 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 141 and 142 not in force.]

DIVISION 3

2018, c. 27.

Budget Implementation Act, 2018, No. 2

Amendments to the Act

151 [Amendments]

Coordinating Amendments

152 [Amendments]

DIVISION 4

Sunset Provisions

1991, c. 45.

Trust and Loan Companies Act

153 [Amendments]

1991, c. 46.

Bank Act

154 [Amendments]

155 [Amendments]

Dispositions de coordination

149 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

150 (1) Les articles 140 et 143 à 148 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Articles 140 et 143 à 148 en vigueur le 30 juin 2023, voir TR/2023-22.]

Décret

(2) Les articles 141 et 142 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Articles 141 et 142 non en vigueur.]

SECTION 3

2018, ch. 27.

Loi n° 2 d'exécution du budget de 2018

Modification de la loi

151 [Modifications]

Dispositions de coordination

152 [Modifications]

SECTION 4

Dispositions de temporarisation

1991, ch. 45.

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

153 [Modifications]

1991, ch. 46.

Loi sur les banques

154 [Modifications]

155 [Modifications]

1991, c. 47.

Insurance Companies Act

156 [Amendments]

157 [Amendments]

DIVISION 5

2017, c. 21.

Justice for Victims of Corrupt Foreign Officials Act (Sergei Magnitsky Law)

158 [Amendments]

DIVISION 6

2000, c. 17; 2001, c. 41, s. 48.

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act

Amendments to the Act

159 [Amendments]

160 [Amendments]

161 [Amendments]

162 [Amendments]

163 [Amendments]

164 [Amendments]

165 [Amendments]

166 [Amendments]

167 [Amendments]

168 [Amendments]

169 [Amendments]

170 [Amendments]

171 [Amendments]

172 [Amendments]

1991, ch. 47.

Loi sur les sociétés d'assurances

156 [Modifications]

157 [Modifications]

SECTION 5

2017, ch. 21.

Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus (loi de Sergueï Magnitski)

158 [Modifications]

SECTION 6

2000, ch. 17; 2001, ch. 41, art. 48.

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

Modification de la loi

159 [Modifications]

160 [Modifications]

161 [Modifications]

162 [Modifications]

163 [Modifications]

164 [Modifications]

165 [Modifications]

166 [Modifications]

167 [Modifications]

168 [Modifications]

169 [Modifications]

170 [Modifications]

171 [Modifications]

172 [Modifications]

173 [Amendments]

174 [Amendments]

175 [Amendments]

Transitional Provision

No ascertainment of expenses in first year

175.1 The Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada is not required to ascertain, under subsection 51.1(1) of the *Proceeds of Crime (Money Laundering and Terrorist Financing) Act*, as enacted by section 165, the total amount of prescribed expenses incurred during the fiscal year in which section 165 comes into force.

2023, c. 26, s. 207.

Coming into Force

Order in council

176 ***(1)** Section 159 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Section 159 not in force.]

Order in council

***(2)** Sections 164, 165 and 170 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 164, 165 and 170 in force January 1, 2024, *see* SI/2023-59.]

2021, c. 23, s. 176; 2023, c. 26, s. 208.

DIVISION 7

Retail Payment Activities Act

Enactment of Act

177 [Amendments]

Related Amendments

R.S., c. C-3.

Canada Deposit Insurance Corporation Act

178 [Amendments]

179 [Amendments]

173 [Modifications]

174 [Modifications]

175 [Modifications]

Disposition transitoire

Pas de détermination des frais : première année

175.1 Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada n'est pas tenu de déterminer — au titre du paragraphe 51.1(1) de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* édicté par l'article 165 — le montant total des frais réglementaires qui ont été engagés pendant l'exercice au cours duquel cet article 165 est entré en vigueur.

2023, ch. 26, art. 207.

Entrée en vigueur

Décret

176 ***(1)** L'article 159 entre en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Article 159 non en vigueur.]

Décret

***(2)** Les articles 164, 165 et 170 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Articles 164, 165 et 170 en vigueur le 1^{er} janvier 2024, *voir* TR/2023-59.]

2021, ch. 23, art. 176; 2023, ch. 26, art. 208.

SECTION 7

Loi sur les activités associées aux paiements de détail

Édiction de la loi

177 [Modifications]

Modifications connexes

L.R., ch. C-3.

Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada

178 [Modifications]

179 [Modifications]

2000, c. 17; 2001, c. 41, s. 48.

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act

180 [Amendments]

181 [Amendments]

182 [Amendments]

2001, c. 9.

Financial Consumer Agency of Canada Act

183 [Amendments]

2010, c. 12, s. 1834.

Payment Card Networks Act

184 [Amendments]

Coordinating Amendments

185 [Amendments]

186 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

187 '(1) The provisions of the *Retail Payment Activities Act*, as enacted by section 177 of this Act, other than sections 1 to 10, 12 to 16 and 61, subsections 62(1), (3) and (4) and section 63, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: The provisions of the *Retail Payment Activities Act*, as enacted by section 177, other than sections 1 to 10, 12 to 16 and 61, subsections 62(1), (3) and (4) and section 63, not in force.]

Order in council

'(2) Sections 180 and 181 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 180 and 181 not in force.]

2000, ch. 17; 2001, ch. 41, art. 48.

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

180 [Modifications]

181 [Modifications]

182 [Modifications]

2001, ch. 9.

Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada

183 [Modifications]

2010, ch. 12, art. 1834.

Loi sur les réseaux de cartes de paiement

184 [Modifications]

Dispositions de coordination

185 [Modifications]

186 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

187 '(1) Les dispositions de la *Loi sur les activités associées aux paiements de détail*, édictée par l'article 177 de la présente loi, à l'exception des articles 1 à 10, 12 à 16 et 61, des paragraphes 62(1), (3) et (4) et de l'article 63, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Les dispositions de la *Loi sur les activités associées aux paiements de détail*, édictée par l'article 177, à l'exception des articles 1 à 10, 12 à 16 et 61, des paragraphes 62(1), (3) et (4) et de l'article 63, non en vigueur.]

Décret

'(2) Les articles 180 et 181 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Articles 180 et 181 non en vigueur.]

DIVISION 8

R.S., c. 32 (2nd Supp.).

Pension Benefits Standards Act, 1985

Amendments to the Act

188 [Amendments]

189 [Amendments]

190 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***191 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Division 8 not in force.]

DIVISION 9

2005, c. 9; 2012, c. 19, s. 658.

First Nations Fiscal Management Act

192 [Amendments]

DIVISION 10

R.S., c. F-8; 1995, c. 17, s. 45.

Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act (Fiscal Stabilization Payments)

Amendments to the Act

193 [Amendments]

194 [Amendments]

Transitional Provision

Continuation

195 The following continue to apply with respect to fiscal stabilization payments for the fiscal years beginning on April 1, 2019 and April 1, 2020:

SECTION 8

L.R., ch. 32 (2^e suppl.).

Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension

Modification de la loi

188 [Modifications]

189 [Modifications]

190 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***191 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Section 8 non en vigueur.]

SECTION 9

2005, ch. 9; 2012, ch. 19, art. 658.

Loi sur la gestion financière des premières nations

192 [Modifications]

SECTION 10

L.R., ch. F-8; 1995, ch. 17, art. 45.

Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces (paiements de stabilisation)

Modification de la loi

193 [Modifications]

194 [Modifications]

Disposition transitoire

Continuation

195 À l'égard des paiements de stabilisation pour les exercices commençant le 1^{er} avril 2019 et

(a) subsection 6(1), paragraphs 6(4)(b) and (5)(b) and (c) and subsection 6(7) of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act*, as they read immediately before the day on which this Act receives royal assent; and

(b) any regulations made under that Act that apply in respect of any of those subsections and paragraphs, as the regulations read immediately before that day.

DIVISION 11

R.S., c. F-8; 1995, c. 17, s. 45.

Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act (Additional Health Payments)

196 [Amendments]

DIVISION 12

Canada's COVID-19 Immunization Plan

Total payment of \$1 billion

197 (1) The Minister of Finance may make the following payments to the provinces and territories in respect of Canada's COVID-19 immunization plan:

- (a) to Ontario, \$387,712,000;**
- (b) to Quebec, \$225,603,000;**
- (c) to Nova Scotia, \$25,755,000;**
- (d) to New Brunswick, \$20,549,000;**
- (e) to Manitoba, \$36,302,000;**
- (f) to British Columbia, \$135,447,000;**
- (g) to Prince Edward Island, \$4,198,000;**
- (h) to Saskatchewan, \$31,022,000;**
- (i) to Alberta, \$116,333,000;**

le 1^{er} avril 2020, les dispositions et règlements ci-après continuent de s'appliquer, dans leur version antérieure à la date de sanction de la présente loi :

a) le paragraphe 6(1), les alinéas 6(4)b) et (5)b) et c) et le paragraphe 6(7) de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*;

b) les règlements pris en vertu de cette loi qui s'appliquent à l'égard des dispositions visées à l'alinéa a).

SECTION 11

L.R., ch. F-8; 1995, ch. 17, art. 45.

Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces (versements supplémentaires en matière de santé)

196 [Modifications]

SECTION 12

Plan d'immunisation du Canada contre la COVID-19

Paiement total de 1 000 000 000 \$

197 (1) Le ministre des Finances peut verser aux provinces et aux territoires ci-après la somme figurant en regard de leur nom pour le plan d'immunisation du Canada contre la COVID-19 :

- a) Ontario : 387 712 000 \$;**
- b) Québec : 225 603 000 \$;**
- c) Nouvelle-Écosse : 25 755 000 \$;**
- d) Nouveau-Brunswick : 20 549 000 \$;**
- e) Manitoba : 36 302 000 \$;**
- f) Colombie-Britannique : 135 447 000 \$;**
- g) Île-du-Prince-Édouard : 4 198 000 \$;**
- h) Saskatchewan : 31 022 000 \$;**
- i) Alberta : 116 333 000 \$;**

(j) to Newfoundland and Labrador, \$13,752,000;

(k) to Yukon, \$1,107,000;

(l) to the Northwest Territories, \$1,189,000; and

(m) to Nunavut, \$1,031,000.

j) Terre-Neuve-et-Labrador : 13 752 000 \$;

k) Yukon : 1 107 000 \$;

l) Territoires du Nord-Ouest : 1 189 000 \$;

m) Nunavut : 1 031 000 \$.

Payments out of C.R.F.

(2) Any amount payable under subsection (1) may be paid by the Minister of Finance out of the Consolidated Revenue Fund at the times and in the manner that the Minister of Finance considers appropriate.

Paievements sur le Trésor

(2) Le ministre des Finances prélève sur le Trésor, selon les échéances et les modalités qu'il estime indiquées, les sommes à payer au titre du paragraphe (1).

DIVISION 13

Canada Community-Building Fund

SECTION 13

Fonds pour le développement des collectivités du Canada

Additional Payments

Versements supplémentaires

Maximum payment of \$2.2 billion

198 Despite section 161 of the *Keeping Canada's Economy and Jobs Growing Act*, as amended by section 233 of the *Economic Action Plan 2013 Act, No. 1* and paragraph 375(1)(i) of the *Budget Implementation Act, 2019, No. 1*, there may be paid out of the Consolidated Revenue Fund, on the requisition of the Minister of Infrastructure and Communities or the Minister of Indigenous Services, in accordance with terms and conditions approved by the Treasury Board, in addition to the sum referred to in that section 161, a sum not exceeding \$2,200,000,000 to provinces, territories, municipalities, municipal associations, provincial, territorial and municipal entities and First Nations for the purpose of municipal, regional and First Nations infrastructure.

Paievement maximal de 2 200 000 000 \$

198 Malgré l'article 161 de la *Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada* modifié par l'article 233 de la *Loi n° 1 sur le plan d'action économique de 2013* et l'alinéa 375(1)i) de la *Loi n° 1 d'exécution du budget de 2019*, à la demande du ministre de l'Infrastructure et des Collectivités ou du ministre des Services aux Autochtones et selon les modalités approuvées par le Conseil du Trésor, il peut être payé sur le Trésor, outre la somme visée à cet article 161, une somme n'excédant pas 2 200 000 000 \$ aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux associations municipales, aux organismes provinciaux, territoriaux et municipaux et aux Premières Nations pour les infrastructures des municipalités, des régions et des Premières Nations.

2011, c. 24.

Keeping Canada's Economy and Jobs Growing Act

2011, ch. 24.

Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada

199 [Amendments]

199 [Modifications]

DIVISION 14

Hibernia Dividend Backed Annuity Agreement

Maximum amount of \$3,056,491,000

200 (1) There may be paid out of the Consolidated Revenue Fund, on the requisition of the Minister of Finance and in accordance with the terms and conditions provided for in the agreement, the annual payments to be made to Newfoundland and Labrador, to a maximum amount of \$3,056,491,000.

Sunset provision

(2) A payment out of the Consolidated Revenue Fund must not be made under this section after March 31, 2057.

Definition of *agreement*

(3) In this section, *agreement* means the Hibernia Dividend Backed Annuity Agreement entered into between Her Majesty in right of Canada and Her Majesty in right of Newfoundland and Labrador and dated April 1, 2019.

DIVISION 15

2005, c. 30, s. 85.

Nova Scotia and Newfoundland and Labrador Additional Fiscal Equalization Offset Payments Act

201 [Amendments]

DIVISION 16

1993, c. 38.

Telecommunications Act

202 [Amendments]

203 [Amendments]

SECTION 14

Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia

Somme maximale de 3 056 491 000 \$

200 (1) À la demande du ministre des Finances et selon les modalités prévues par l'accord, il peut être prélevé sur le Trésor une somme maximale de 3 056 491 000 \$ pour les paiements annuels à effectuer à Terre-Neuve-et-Labrador.

Temporarisation

(2) Aucun prélèvement sur le Trésor ne peut être effectué au titre du présent article après le 31 mars 2057.

Définition de *accord*

(3) Au présent article, *accord* s'entend de l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia conclue entre Sa Majesté du chef du Canada et Sa Majesté du chef de Terre-Neuve-et-Labrador et datée du 1^{er} avril 2019.

SECTION 15

2005, ch. 30, art. 85.

Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador

201 [Modifications]

SECTION 16

1993, ch. 38.

Loi sur les télécommunications

202 [Modifications]

203 [Modifications]

DIVISION 17

1998, c. 36.

Canada Small Business Financing Act

Amendments to the Act

204 [Amendments]

205 [Amendments]

206 [Amendments]

207 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***208 This Division, other than subsections 204(2) and (3) and 206(1), comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Division 17, other than subsections 204(2) and (3) and 206(1), in force July 4, 2022, see SI/2022-33.]

DIVISION 18

R.S., c. 1 (2nd Supp.).

Customs Act

Amendments to the Act

209 [Amendments]

210 [Amendments]

211 [Amendments]

212 [Amendments]

213 [Amendments]

214 [Amendments]

215 [Amendments]

216 [Amendments]

217 [Amendments]

SECTION 17

1998, ch. 36.

Loi sur le financement des petites entreprises du Canada

Modification de la loi

204 [Modifications]

205 [Modifications]

206 [Modifications]

207 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***208 La présente section, sauf les paragraphes 204(2) et (3) et 206(1), entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Section 17, sauf les paragraphes 204(2) et (3) et 206(1), en vigueur le 4 juillet 2022, voir TR/2022-33.]

SECTION 18

L.R., ch. 1 (2^e suppl.).

Loi sur les douanes

Modification de la loi

209 [Modifications]

210 [Modifications]

211 [Modifications]

212 [Modifications]

213 [Modifications]

214 [Modifications]

215 [Modifications]

216 [Modifications]

217 [Modifications]

Coming into Force

Order in council

'218 The provisions of this Division come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: The provisions of Division 18 not in force.]

DIVISION 19

2020, c. 1.

Canada–United States–Mexico
Agreement Implementation Act

219 [Amendments]

DIVISION 20

Social Security Tribunal

2005, c. 34; 2013, c. 40, s. 205.

Department of Employment and
Social Development Act

220 [Amendments]

221 [Amendments]

222 [Amendments]

223 [Amendments]

224 [Amendments]

225 [Amendments]

226 [Amendments]

227 [Amendments]

228 [Amendments]

229 [Amendments]

230 [Amendments]

231 [Amendments]

232 [Amendments]

233 [Amendments]

234 [Amendments]

Entrée en vigueur

Décret

'218 Les dispositions de la présente section entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note: Les dispositions de la section 18 non en vigueur.]

SECTION 19

2020, ch. 1.

Loi de mise en œuvre de l'Accord
Canada–États-Unis–Mexique

219 [Modifications]

SECTION 20

Tribunal de la sécurité sociale

2005, ch. 34; 2013, ch. 40, art. 205.

Loi sur le ministère de l'Emploi et
du Développement social

220 [Modifications]

221 [Modifications]

222 [Modifications]

223 [Modifications]

224 [Modifications]

225 [Modifications]

226 [Modifications]

227 [Modifications]

228 [Modifications]

229 [Modifications]

230 [Modifications]

231 [Modifications]

232 [Modifications]

233 [Modifications]

234 [Modifications]

235 [Amendments]

236 [Amendments]

R.S., c. F-7; 2002, c. 8, s. 14.

Consequential Amendment to the Federal Courts Act

237 [Amendments]

Transitional Provisions

Definitions

238 The following definitions apply in this section and sections 239 to 243.

Appeal Division means the Appeal Division of the Tribunal. (*division d'appel*)

former Act means the *Department of Employment and Social Development Act* as it read immediately before the day on which this Division comes into force. (*ancienne loi*)

General Division means the General Division of the Tribunal. (*division générale*)

Income Security Section means the Income Security Section of the General Division of the Tribunal. (*section de la sécurité du revenu*)

new Act means the *Department of Employment and Social Development Act* as it reads on the day on which this Division comes into force. (*nouvelle loi*)

Tribunal means the Social Security Tribunal established under section 44 of the *Department of Employment and Social Development Act*. (*Tribunal*)

Clarification — immediate application

239 For greater certainty, but subject to sections 240 to 242, the new Act applies in respect of applications and appeals that are ongoing on the day on which this Division comes into force.

Time limit for appeals — summary dismissal

240 (1) An appeal of a decision made by the General Division under section 53 of the former Act must be brought to the Appeal Division within 90 days after the day on which this Division comes into force. Despite subsection 56(1) of the new Act, no leave is necessary.

235 [Modifications]

236 [Modifications]

L.R., ch. F-7; 2002, ch. 8, art.14.

Modification corrélative à la Loi sur les Cours fédérales

237 [Modifications]

Dispositions transitoires

Définitions

238 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 239 à 243.

ancienne loi La *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social*, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de la présente section. (*former Act*)

division d'appel La division d'appel du Tribunal. (*Appeal Division*)

division générale La division générale du Tribunal. (*General Division*)

nouvelle loi La *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social*, dans sa version à la date d'entrée en vigueur de la présente section. (*new Act*)

section de la sécurité du revenu La section de la sécurité du revenu de la division générale du Tribunal. (*Income Security Section*)

Tribunal Le tribunal de la sécurité sociale constitué par l'article 44 de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social*. (*Tribunal*)

Précision — application immédiate

239 Sous réserve des articles 240 à 242, il est entendu que la nouvelle loi s'applique à l'égard des demandes ou appels qui sont en cours à la date d'entrée en vigueur de la présente section.

Délai d'appel — rejet sommaire

240 (1) Il peut être interjeté appel d'une décision rendue par la division générale en vertu de l'article 53 de l'ancienne loi devant la division d'appel dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date d'entrée en vigueur de la présente section, et ce, malgré le paragraphe 56(1) de la nouvelle loi,

Appeals — summary dismissal

(2) An appeal of a decision made by the General Division under section 53 of the former Act that is ongoing on the day on which this Division comes into force, or that is referred to in subsection (1), is to be dealt with by the Appeal Division in accordance with subsections 58(1) and 59(1) of the former Act. Section 58.3 of the new Act does not apply in respect of the appeal.

Federal Court

(3) Despite paragraph 28(1)(g.1) of the *Federal Courts Act*, the Federal Court has jurisdiction to hear and determine applications for judicial review of a decision of the Appeal Division that relates to an appeal brought under subsection 53(3) of the former Act or that is referred to in subsection (1).

Judicial review

(4) If, following a judicial review referred to in subsection (3), the Federal Court refers the matter back to the Appeal Division, the matter is to be dealt with by the Appeal Division in accordance with subsections 58(1) and 59(1) of the former Act. Section 58.3 of the new Act does not apply in respect of the matter.

Applications under section 66 of former Act

241 (1) An application under section 66 of the former Act that is ongoing before the General Division or Appeal Division on the day on which this Division comes into force is to be dealt with in accordance with that section 66.

Referral back to General Division

(2) If, following an appeal of a decision made by the General Division under section 66 of the former Act, the Appeal Division refers the matter back to the General Division, the matter is to be dealt with in accordance with that section 66.

Applications for leave to appeal — decision under section 66 of former Act

(3) An application for leave to appeal a decision made by the General Division under section 66 of the former Act is to be dealt with by the Appeal Division in accordance with subsections 58(1) and (2) of the former Act.

sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une permission.

Appel de la décision — rejet sommaire

(2) L'appel d'une décision rendue par la division générale en vertu de l'article 53 de l'ancienne loi qui était en cours à la date d'entrée en vigueur de la présente section et l'appel interjeté au titre du paragraphe (1) sont traités par la division d'appel conformément aux paragraphes 58(1) et 59(1) de l'ancienne loi. L'article 58.3 de la nouvelle loi ne s'applique pas à ces appels.

Cour fédérale

(3) Malgré l'alinéa 28(1)g.1) de la *Loi sur les Cours fédérales*, la Cour fédérale a compétence pour connaître des demandes de contrôle judiciaire des décisions de la division d'appel concernant les appels interjetés au titre du paragraphe 53(3) de l'ancienne loi ou au titre du paragraphe (1).

Contrôle judiciaire

(4) Si, à la suite d'un contrôle judiciaire visé au paragraphe (3), la Cour fédérale renvoie une affaire à la division d'appel, cette affaire est traitée conformément aux paragraphes 58(1) et 59(1) de l'ancienne loi. L'article 58.3 de la nouvelle loi ne s'applique pas à cette affaire.

Demande présentée au titre de l'article 66 de l'ancienne loi

241 (1) Toute demande présentée au titre de l'article 66 de l'ancienne loi qui est en cours devant la division générale ou la division d'appel à la date d'entrée en vigueur de la présente section est traitée conformément à cet article 66.

Renvoi à la division générale

(2) Si, à la suite de l'appel d'une décision rendue par la division générale au titre de l'article 66 de l'ancienne loi, la division d'appel renvoie l'affaire à la division générale, cette affaire est traitée conformément à cet article 66.

Permission d'en appeler — décision rendue au titre de l'article 66 de l'ancienne loi

(3) Toute demande de permission d'en appeler d'une décision de la division générale présentée au titre de l'article 66 de l'ancienne loi est traitée par la division d'appel conformément aux paragraphes 58(1) et (2) de l'ancienne loi.

Appeals — decisions under section 66 of former Act

(4) If leave to appeal is granted, the appeal is to be dealt with in accordance with subsections 58(1) and 59(1) of the former Act and, in the case where the Appeal Division decides under that subsection 59(1) to give the decision that the General Division should have given, the appeal is also to be dealt with in accordance with section 66 of the former Act. Section 58.3 of the new Act does not apply in respect of the appeal.

Judicial review — leave to appeal

(5) If, following a judicial review of a decision of the Appeal Division referred to in subsection (3), the Federal Court refers the matter back to the Appeal Division, the matter is to be dealt with by the Appeal Division in accordance with subsections 58(1) and (2) of the former Act.

Judicial review — appeals

(6) If, following a judicial review of a decision of the Appeal Division referred to in subsection (4), the Federal Court of Appeal refers the matter back to the Appeal Division, the matter is to be dealt with by the Appeal Division in accordance with subsections 58(1) and 59(1) of the former Act and, in the case where the Appeal Division decides under that subsection 59(1) to give the decision that the General Division should have given, the matter is also to be dealt with in accordance with section 66 of the former Act. Section 58.3 of the new Act does not apply in respect of the matter.

Applications for leave to appeal — Income Security Section

242 (1) An application for leave to appeal a decision of the Income Security Section that is ongoing on the day on which this Division comes into force is to be dealt with by the Appeal Division in accordance with subsections 58(1) and (2) of the former Act.

Ongoing appeals

(2) An appeal of a decision of the Income Security Section that is ongoing on the day on which this Division comes into force, or an appeal that results from an application for leave to appeal referred to in subsection (1) that is granted, is to be dealt with in accordance with subsections 58(1) and 59(1) of the former Act. Section 58.3 of the new Act does not apply in respect of the appeal.

Appel — décision rendue au titre de l'article 66 de l'ancienne loi

(4) Si la permission d'en appeler est accordée, l'appel est traité conformément aux paragraphes 58(1) et 59(1) de l'ancienne loi et, dans le cas où la division d'appel rend la décision que la division générale aurait dû rendre en vertu de ce paragraphe 59(1), l'appel est traité conformément à l'article 66 de l'ancienne loi. L'article 58.3 de la nouvelle loi ne s'applique pas à cet appel.

Contrôle judiciaire — permission d'en appeler

(5) Si, à la suite d'un contrôle judiciaire d'une décision de la division d'appel visée au paragraphe (3), la Cour fédérale renvoie l'affaire à la division d'appel, cette affaire est traitée par cette division conformément aux paragraphes 58(1) et (2) de l'ancienne loi.

Contrôle judiciaire — appels

(6) Si, à la suite d'un contrôle judiciaire d'une décision de la division d'appel visée au paragraphe (4), la Cour d'appel fédérale renvoie l'affaire à la division d'appel, cette affaire est traitée par cette division conformément aux paragraphes 58(1) et 59(1) de l'ancienne loi et, dans le cas où la division d'appel rend la décision que la division générale aurait dû rendre en vertu de ce paragraphe 59(1), cette affaire est traitée conformément à l'article 66 de l'ancienne loi. L'article 58.3 de la nouvelle loi ne s'applique pas à cette affaire.

Permission d'en appeler — section de la sécurité du revenu

242 (1) Toute demande de permission d'en appeler d'une décision rendue par la section de la sécurité du revenu qui est en cours à la date d'entrée en vigueur de la présente section est traitée par la division d'appel conformément aux paragraphes 58(1) et (2) de l'ancienne loi.

Appel en cours

(2) L'appel d'une décision rendue par la section de la sécurité du revenu qui était en cours à la date d'entrée en vigueur de la présente section et l'appel qui découle d'une demande de permission d'en appeler visée au paragraphe (1) à laquelle il est fait droit sont traités conformément aux paragraphes 58(1) et 59(1) de l'ancienne loi, et l'article 58.3 de la nouvelle loi ne s'applique pas à ces appels.

Federal Court — before coming into force

(3) In the case of a judicial review of a decision of the Appeal Division under subsection 58(3) of the former Act that relates to a decision of the Income Security Section, if, before the day on which this Division comes into force, the Federal Court refers the matter back to the Appeal Division, the matter is to be dealt with by the Appeal Division in accordance with subsections 58(1) and (2) of the former Act.

Federal Court — after coming into force

(4) In the case of a judicial review of a decision of the Appeal Division under subsection 58(3) of the former Act that relates to a decision of the Income Security Section other than a judicial review referred to in subsection 241(5), if, on or after the day on which this Division comes into force, the Federal Court refers the matter back to the Appeal Division, the matter is to be dealt with by the Appeal Division in accordance with the provisions of the new Act.

Federal Court of Appeal — before coming into force

(5) In the case of a judicial review of a decision of the Appeal Division under subsection 59(1) of the former Act that relates to a decision of the Income Security Section, if, before the day on which this Division comes into force, the Federal Court of Appeal refers the matter back to the Appeal Division, the matter is to be dealt with by the Appeal Division in accordance with subsections 58(1) and 59(1) of the former Act. Section 58.3 of the new Act does not apply in respect of the matter.

Federal Court Appeal — after coming into force

(6) In the case of a judicial review of a decision of the Appeal Division under subsection 59(1) of the former Act that relates to a decision of the Income Security Section other than a judicial review referred to in subsection 241(6), if, on or after the day on which this Division comes into force, the Federal Court of Appeal refers the matter back to the Appeal Division, the matter is to be dealt with by the Appeal Division in accordance with the provisions of the new Act.

Interpretation of consequential amendment to *Federal Courts Act*

243 For greater certainty, the Federal Court has jurisdiction to hear and determine applications

Cour fédérale — avant l'entrée en vigueur

(3) Si, à la suite d'un contrôle judiciaire, la Cour fédérale renvoie à la division d'appel une affaire concernant une décision de la section de la sécurité du revenu qui avait été traitée par cette division en vertu du paragraphe 58(3) de l'ancienne loi avant la date d'entrée en vigueur de la présente section, cette affaire est traitée par la division d'appel conformément aux paragraphes 58(1) et (2) de l'ancienne loi.

Cour fédérale — après la date d'entrée en vigueur

(4) Si, à la suite d'un contrôle judiciaire, la Cour fédérale renvoie à la division d'appel une affaire concernant une décision de la section de la sécurité du revenu traitée par cette division en vertu du paragraphe 58(3) de l'ancienne loi, autre qu'une affaire visée par le paragraphe 241(5), à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente section, cette affaire est traitée conformément à la nouvelle loi.

Cour d'appel fédérale — avant la date d'entrée en vigueur

(5) Si, à la suite d'un contrôle judiciaire, la Cour d'appel fédérale renvoie à la division d'appel une affaire concernant une décision rendue par la section de la sécurité du revenu traitée par cette division en vertu du paragraphe 59(1) de l'ancienne loi avant la date d'entrée en vigueur de la présente section, cette affaire est traitée par la division d'appel conformément aux paragraphes 58(1) et 59(1) de l'ancienne loi. L'article 58.3 de la nouvelle loi ne s'applique pas à cette affaire.

Cour d'appel fédérale — après la date d'entrée en vigueur

(6) Si, à la suite d'un contrôle judiciaire, la Cour d'appel fédérale renvoie à la division d'appel, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente section, une décision de cette division rendue en vertu du paragraphe 59(1) de l'ancienne loi qui concerne une décision rendue par la section de la sécurité du revenu, autre qu'une affaire visée par le paragraphe 241(6), l'affaire est traitée par la division d'appel conformément à la nouvelle loi.

Interprétation de la modification corrélatrice à la *Loi sur les Cours fédérales*

243 Il est entendu que la Cour fédérale a compétence pour connaître des demandes de contrôle

for judicial review of a decision of the Appeal Division made under section 58 of the former Act before the day on which this Division comes into force.

Coming into Force

Order in council

***244 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Division 20 in force December 5, 2022, *see* SI/2022-59.]

DIVISION 21

R.S., c. L-2.

Canada Labour Code (Equal Remuneration Protection)

245 [Amendments]

DIVISION 22

R.S., c. L-2.

Canada Labour Code (Federal Minimum Wage)

Amendments to the Act

246 [Amendments]

247 [Amendments]

Coming into Force

Six months after royal assent

***248 This Division comes into force on the day that, in the sixth month after the month in which this Act receives royal assent, has the same calendar number as the day on which it receives royal assent or, if that sixth month has no day with that number, the last day of that sixth month.**

* [Note: Division 22 in force December 29, 2021.]

judiciaire de décisions rendues par la division d'appel au titre de l'article 58 de l'ancienne loi avant la date d'entrée en vigueur de la présente section.

Entrée en vigueur

Décret

***244 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Section 20 en vigueur le 5 décembre 2022, *voir* TR/2022-59.]

SECTION 21

L.R., ch. L-2.

Code canadien du travail (protection de rémunération égale)

245 [Modifications]

SECTION 22

L.R., ch. L-2.

Code canadien du travail (salaire minimum fédéral)

Modification de la loi

246 [Modifications]

247 [Modifications]

Entrée en vigueur

Six mois après la sanction royale

***248 La présente section entre en vigueur le jour qui, dans le sixième mois suivant le mois de la sanction de la présente loi, porte le même quantième que le jour de cette sanction ou, à défaut de quantième identique, le dernier jour de ce sixième mois.**

* [Note: Section 22 en vigueur le 29 décembre 2021.]

DIVISION 23

R.S., c. L-2.

Canada Labour Code (Leave Related to the Death or Disappearance of a Child)

249 [Amendments]

250 [Amendments]

DIVISION 24

Payment to Quebec

Payment of \$130.3 million

251 (1) For the purpose of offsetting some of the costs of aligning the Quebec Parental Insurance Plan with temporary measures set out in Part VIII.5 of the *Employment Insurance Act*, the Minister of Employment and Social Development may, before the end of the fiscal year ending on March 31, 2022, make a one-time payment of \$130,300,000 out of the Consolidated Revenue Fund to Quebec.

Agreement

(2) The Minister of Employment and Social Development may, on behalf of Her Majesty in right of Canada, enter into an agreement with Quebec in relation to the time and manner of the payment.

DIVISION 25

R.S., c. J-1.

Judges Act

Amendment to the Act

252 [Amendments]

Transitional Provision

Section 65.1 of *Judges Act*

253 Section 65.1 of the *Judges Act* does not apply to a judge whose removal from judicial office has been recommended by the Canadian Judicial Council before the day on which section 252 comes into force.

SECTION 23

L.R., ch. L-2.

Code canadien du travail (congé dans le cas du décès ou de la disparition d'un enfant)

249 [Modifications]

250 [Modifications]

SECTION 24

Paiement au Québec

Paiement de 130 300 000 \$

251 (1) Afin de compenser certains des coûts liés à l'harmonisation du Régime québécois d'assurance parentale avec les mesures temporaires prévues à la partie VIII.5 de la *Loi sur l'assurance-emploi*, le ministre de l'Emploi et du Développement social peut, avant la fin de l'exercice se terminant le 31 mars 2022, verser la somme de 130 300 000 \$ au Québec, en un versement unique, à prélever sur le Trésor.

Accord

(2) Le ministre peut, pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada, conclure avec le Québec un accord prévoyant l'échéance et les modalités du paiement.

SECTION 25

L.R., ch. J-1.

Loi sur les juges

Modification de la loi

252 [Modifications]

Disposition transitoire

Article 65.1 de la *Loi sur les juges*

253 L'article 65.1 de la *Loi sur les juges* ne s'applique pas au juge pour lequel le Conseil canadien de la magistrature a recommandé la révocation avant la date d'entrée en vigueur de l'article 252.

DIVISION 26

New Judicial Resources

R.S., c. F-7; 2002, c. 8, s. 14.

Federal Courts Act

254 [Amendments]

R.S., c. J-1.

Judges Act

255 [Amendments]

256 [Amendments]

257 [Amendments]

258 [Amendments]

R.S., c. T-2.

Tax Court of Canada Act

259 [Amendments]

DIVISION 27

R.S., c. N-15.

National Research Council Act

260 [Amendments]

261 [Amendments]

DIVISION 28

2005, c. 34; 2013, c. 40, s. 205.

Department of Employment and Social Development Act

262 [Amendments]

SECTION 26

Nouvelles ressources judiciaires

L.R., ch. F-7; 2002, ch. 8, art. 14.

Loi sur les Cours fédérales

254 [Modifications]

L.R., ch. J-1.

Loi sur les juges

255 [Modifications]

256 [Modifications]

257 [Modifications]

258 [Modifications]

L.R., ch. T-2.

Loi sur la Cour canadienne de l'impôt

259 [Modifications]

SECTION 27

L.R., ch. N-15.

Loi sur le Conseil national de recherches

260 [Modifications]

261 [Modifications]

SECTION 28

2005, ch. 34; 2013, ch. 40, art. 205.

Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social

262 [Modifications]

DIVISION 29

Student Loans and Apprentices Loans

R.S., c. S-23.

Canada Student Loans Act

263 [Repealed before coming into force, 2021, c. 23, s. 266]

1994, c. 28.

Canada Student Financial Assistance Act

264 [Repealed before coming into force, 2021, c. 23, s. 266]

2014, c. 20, s. 483.

Apprentices Loans Act

265 [Repealed before coming into force, 2021, c. 23, s. 266]

Coordinating Amendments

266 [Amendments]

DIVISION 30

First Nations Elections

Regulations deemed valid

267 *The First Nations Election Cancellation and Postponement Regulations (Prevention of Diseases)*, made on April 7, 2020 and registered as SOR/2020-84, and the *Regulations Amending the First Nations Election Cancellation and Postponement Regulations (Prevention of Diseases)*, made on April 8, 2021 and registered as SOR/2021-78, are deemed to have been validly made and everything done under, and all consequences flowing from, those Regulations since April 8, 2020 are deemed effective as if those Regulations were so made.

SECTION 29

Prêts aux étudiants et prêts aux apprentis

L.R., ch. S-23.

Loi fédérale sur les prêts aux étudiants

263 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2021, ch. 23, art. 266]

1994, ch. 28.

Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants

264 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2021, ch. 23, art. 266]

2014, ch. 20, art. 483.

Loi sur les prêts aux apprentis

265 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2021, ch. 23, art. 266]

Dispositions de coordination

266 [Modifications]

SECTION 30

Élections au sein de premières nations

Règlements réputés valides

267 *Le Règlement concernant l'annulation ou le report d'élections au sein de premières nations (prévention de maladies)*, pris le 7 avril 2020 et portant le numéro d'enregistrement DORS/2020-84, et le *Règlement modifiant le Règlement concernant l'annulation ou le report d'élections au sein de premières nations (prévention de maladies)*, pris le 8 avril 2021 et portant le numéro d'enregistrement DORS/2021-78, sont réputés avoir été valablement pris, et les actes accomplis sous leur régime depuis le 8 avril 2020, ainsi que les conséquences découlant de ces règlements depuis cette date, sont réputés s'appliquer comme s'ils avaient été ainsi pris.

DIVISION 31

Increase to Old Age Security Pension and Payment

R.S., c. O-9.

Old Age Security Act

268 [Amendments]

269 [Amendments]

270 [Amendments]

271 [Amendments]

272 [Amendments]

273 [Amendments]

274 [Amendments]

Payment

Payment out of C.R.F.

275 Any amount payable by the Minister of Employment and Social Development to *pensioners*, as defined in section 2 of the *Old Age Security Act*, who are or will be 75 years of age or older on June 30, 2022, in relation to a program to provide a one-time payment of \$500 to those pensioners, may be paid out of the Consolidated Revenue Fund.

DIVISION 32

2003, c. 22, ss. 12 and 13.

Public Service Employment Act

Amendments to the Act

276 [Amendments]

277 [Amendments]

278 [Amendments]

279 [Amendments]

280 [Amendments]

281 [Amendments]

SECTION 31

Majoration de la pension de vieillesse et paiement

L.R., ch. O-9.

Loi sur la sécurité de la vieillesse

268 [Modifications]

269 [Modifications]

270 [Modifications]

271 [Modifications]

272 [Modifications]

273 [Modifications]

274 [Modifications]

Paie ment

Prélèvement sur le Trésor

275 Peut être prélevée sur le Trésor toute somme à payer par le ministre de l'Emploi et du Développement social aux *pensionnés*, au sens de l'article 2 de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, âgés, le 30 juin 2022, de soixante-quinze ans ou plus dans le cadre d'un programme prévoyant le versement d'un paiement unique de cinq cents dollars à ces pensionnés.

SECTION 32

2003, ch. 22, art. 12 et 13.

Loi sur l'emploi dans la fonction publique

Modification de la loi

276 [Modifications]

277 [Modifications]

278 [Modifications]

279 [Modifications]

280 [Modifications]

281 [Modifications]

Transitional Provisions

Investigations

282 Subsection 2(5) of the *Public Service Employment Act*, as enacted by subsection 277(2), applies only in respect of appointment processes that commence on or after the day on which that subsection 277(2) comes into force and investigations into those processes.

Qualifications standards

283 Subsection 31(3) of the *Public Service Employment Act*, as enacted by section 279, applies only in respect of reviews that commence on or after the day on which that section 279 comes into force.

Assessment methods

284 Subsection 36(2) of the *Public Service Employment Act*, as enacted by section 280, applies only in respect of appointment processes that commence on or after the day on which that section 280 comes into force.

Preference

285 Paragraph 39(1)(c) of the *Public Service Employment Act*, as enacted by section 281, applies only in respect of advertised external appointment processes that commence on or after the day on which that section 281 comes into force.

Coming into Force

Order in council

286 Subsection 277(2) and section 280 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Subsection 277(2) and section 280 in force July 1, 2023, see SI/2023-20.]

DIVISION 33

Early Learning and Child Care

Payments out of C.R.F.

287 (1) Any amount payable to a province under or in connection with a bilateral agreement in respect of early learning and child care for the fiscal year beginning on April 1, 2021 may be paid

Dispositions transitoires

Enquêtes

282 Le paragraphe 2(5) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, édicté par le paragraphe 277(2), ne s'applique qu'à l'égard de processus de nomination qui commencent à la date d'entrée en vigueur de ce paragraphe 277(2) ou après cette date et à l'égard d'enquêtes visant ces processus.

Normes de qualification

283 Le paragraphe 31(3) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, édicté par l'article 279, ne s'applique qu'à l'égard des révisions qui commencent à la date d'entrée en vigueur de cet article 279 ou après cette date.

Méthode d'évaluation

284 Le paragraphe 36(2) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, édicté par l'article 280, ne s'applique qu'à l'égard des processus de nomination qui commencent à la date d'entrée en vigueur de cet article 280 ou après cette date.

Préférence

285 L'alinéa 39(1)c) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, édicté par l'article 281, ne s'applique qu'à l'égard des processus de nomination externe annoncés qui commencent à la date d'entrée en vigueur de cet article 281 ou après cette date.

Entrée en vigueur

Décret

286 Le paragraphe 277(2) et l'article 280 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note: Paragraphe 277(2) et article 280 en vigueur le 1^{er} juillet 2023, voir TR/2023-20.]

SECTION 33

Apprentissage et garde des jeunes enfants

Prélèvement sur le Trésor

287 (1) À la demande du ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, peut, selon les échéances et les modalités que celui-ci estime indiquées, être prélevée sur le Trésor,

out of the Consolidated Revenue Fund, until March 31, 2022, on the requisition of the Minister of Families, Children and Social Development, at the times and in the manner that that Minister considers appropriate.

Terms and conditions

(2) That Minister may establish terms and conditions in respect of payments under the bilateral agreements with the provinces.

Maximum amount

(3) For the fiscal year beginning on April 1, 2021, the maximum aggregate amount payable to the provinces under subsection (1) is \$2,948,082,433.

DIVISION 34

Benefits and Leave

2020, c. 12, s. 2.

Canada Recovery Benefits Act

288 [Amendments]

289 [Amendments]

290 [Amendments]

291 [Amendments]

292 [Amendments]

293 [Amendments]

294 [Amendments]

R.S., c. L-2.

Canada Labour Code

295 [Amendments]

2020, c. 12.

COVID-19 Response Measures Act

296 [Amendments]

jusqu'au 31 mars 2022, toute somme versée à une province dans le cadre d'un accord bilatéral relatif à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants pour l'exercice débutant le 1^{er} avril 2021.

Conditions

(2) Le ministre peut fixer des conditions à l'égard des paiements prévus par les accords bilatéraux conclus avec les provinces.

Plafonnement

(3) Le montant total des sommes à payer aux provinces au titre du paragraphe (1) pour l'exercice débutant le 1^{er} avril 2021 ne peut excéder 2 948 082 433 \$.

SECTION 34

Prestations et congés

2020, ch. 12, art. 2.

Loi sur les prestations canadiennes de relance économique

288 [Modifications]

289 [Modifications]

290 [Modifications]

291 [Modifications]

292 [Modifications]

293 [Modifications]

294 [Modifications]

L.R., ch. L-2.

Code canadien du travail

295 [Modifications]

2020, ch. 12.

Loi sur des mesures en réponse à la COVID-19

296 [Modifications]

SOR/2021-35.

Canada Recovery Benefits Regulations

297 [Amendments]

298 [Amendments]

C.R.C., c. 986; SOR/2019-168, s. 1.

Canada Labour Standards Regulations

299 [Amendments]

Coordinating Amendments

300 [Amendments]

Coming into Force

June 19, 2021

301 This Division, other than section 300, comes into force, or is deemed to have come into force, on June 19, 2021.

DIVISION 35

Benefits and Leave Related to Employment

1996, c. 23.

Employment Insurance Act

Amendments to the Act

302 [Amendments]

303 [Amendments]

304 [Amendments]

305 [Amendments]

306 [Amendments]

307 [Amendments]

308 [Amendments]

309 [Amendments]

310 [Amendments]

DORS/2021-35.

Règlement sur les prestations canadiennes de relance économique

297 [Modifications]

298 [Modifications]

C.R.C., ch. 986; DORS/2019-168, art. 1.

Règlement du Canada sur les normes du travail

299 [Modifications]

Dispositions de coordination

300 [Modifications]

Entrée en vigueur

19 juin 2021

301 La présente section, à l'exception de l'article 300, entre en vigueur ou est réputée être entrée en vigueur le 19 juin 2021.

SECTION 35

Prestations et congés liés à l'emploi

1996, ch. 23.

Loi sur l'assurance-emploi

Modification de la loi

302 [Modifications]

303 [Modifications]

304 [Modifications]

305 [Modifications]

306 [Modifications]

307 [Modifications]

308 [Modifications]

309 [Modifications]

310 [Modifications]

311 [Amendments]

312 [Amendments]

313 [Amendments]

314 [Amendments]

315 [Amendments]

316 [Amendments]

317 [Amendments]

318 [Amendments]

319 [Amendments]

320 [Amendments]

321 [Amendments]

322 [Amendments]

323 [Amendments]

324 [Amendments]

325 [Amendments]

326 [Amendments]

327 [Amendments]

328 [Amendments]

329 [Amendments]

330 [Amendments]

Transitional Provisions

Words and expressions

331 Words and expressions used in sections 332 to 336 have the same meaning as in the *Employment Insurance Act*.

Continued application – before September 26, 2021

332 The following provisions of the *Employment Insurance Act*, as they read immediately before September 26, 2021, continue to apply in respect of an insured person or a claimant, as the case may be, whose benefit period begins before that day:

- (a) the definitions *major attachment claimant* and *minor attachment claimant* in subsection 6(1);

311 [Modifications]

312 [Modifications]

313 [Modifications]

314 [Modifications]

315 [Modifications]

316 [Modifications]

317 [Modifications]

318 [Modifications]

319 [Modifications]

320 [Modifications]

321 [Modifications]

322 [Modifications]

323 [Modifications]

324 [Modifications]

325 [Modifications]

326 [Modifications]

327 [Modifications]

328 [Modifications]

329 [Modifications]

330 [Modifications]

Dispositions transitoires

Terminologie

331 Les termes employés aux articles 332 à 336 s'entendent au sens de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

Application continue – avant le 26 septembre 2021

332 Les passages ci-après de la *Loi sur l'assurance-emploi*, dans leur version antérieure au 26 septembre 2021, continuent de s'appliquer à l'égard d'un assuré ou d'un prestataire, selon le cas, dont la période de prestations commence avant cette date :

- (b) subsection 7(2);
- (c) subsection 7.1(1);
- (d) subsection 12(8);
- (e) subsection 21(1);
- (f) subsections 22(1), (2) and (5);
- (g) subsections 23(1), (1.3), (4), (4.1), (5) and (6);
- (h) subsection 23.1(2);
- (i) subsection 23.2(1);
- (j) subsection 23.3(1);
- (k) subsection 28(7);
- (l) paragraph 29(a);
- (m) subsections 30(1) and (4) to (7);
- (n) section 51; and
- (o) Schedule I.

Continued application — Part VIII.5

333 Part VIII.5 of the *Employment Insurance Act*, as it read immediately before September 26, 2021, continues to apply in respect of an insured person or claimant, as the case may be, whose benefit period begins during the period beginning on September 27, 2020 and ending on September 25, 2021.

Suspension of operation

334 (1) The operation of Part VIII.1 of the *Employment Insurance Act* and any regulations made under that Part is suspended during the period beginning on September 26, 2021 and ending on September 24, 2022.

Continued application of suspension

(2) The operation of Part VIII.1 of the *Employment Insurance Act* and any regulations made under that Part continues to be suspended in respect of an insured person or a claimant, as the case may be, whose benefit period begins during the period referred to in subsection (1).

- a) les définitions de *prestataire de la première catégorie* et *prestataire de la deuxième catégorie* au paragraphe 6(1);
- b) le paragraphe 7(2);
- c) le paragraphe 7.1(1);
- d) le paragraphe 12(8);
- e) le paragraphe 21(1);
- f) les paragraphes 22(1), (2) et (5);
- g) les paragraphes 23(1), (1.3), (4), (4.1), (5) et (6);
- h) le paragraphe 23.1(2);
- i) le paragraphe 23.2(1);
- j) le paragraphe 23.3(1);
- k) le paragraphe 28(7);
- l) l'alinéa 29a);
- m) les paragraphes 30(1) et (4) à (7);
- n) l'article 51;
- o) l'annexe I.

Application continue — partie VIII.5

333 La partie VIII.5 de la *Loi sur l'assurance-emploi*, dans sa version antérieure au 26 septembre 2021, continue de s'appliquer à l'égard d'un assuré ou d'un prestataire, selon le cas, dont la période de prestations commence durant la période commençant le 27 septembre 2020 et se terminant le 25 septembre 2021.

Suspension de l'application

334 (1) L'application de la partie VIII.1 de la *Loi sur l'assurance-emploi* et de tout règlement pris en vertu de cette partie est suspendue pour la période commençant le 26 septembre 2021 se terminant le 24 septembre 2022.

Suspension de l'application continuée

(2) L'application de la partie VIII.1 de la *Loi sur l'assurance-emploi* et de tout règlement pris en vertu de cette partie continue d'être suspendue à l'égard d'un assuré ou d'un prestataire, selon le cas, dont la période de prestations commence durant la période visée au paragraphe (1).

Continued application — before September 25, 2022

335 The following provisions of the *Employment Insurance Act*, as they read immediately before September 25, 2022, continue to apply in respect of an insured person or a claimant, as the case may be, whose benefit period begins during the period beginning on September 26, 2021 and ending on September 24, 2022:

- (a) subsection 6(1);
- (b) subsection 7(2);
- (c) subsection 7.1(1);
- (d) subsection 12(8);
- (e) section 21;
- (f) subsections 22(1), (2) and (5);
- (g) subsections 23(1), (1.3), (4), (4.1), (5) and (6);
- (h) subsection 23.1(2);
- (i) subsection 23.2(1);
- (j) subsection 23.3(1);
- (k) section 28;
- (l) paragraph 29(a);
- (m) section 30;
- (n) section 51; and
- (o) Schedule I.

Illness, injury or quarantine

336 Paragraphs 12(3)(c) and 152.14(1)(c) of the *Employment Insurance Act*, as amended by subsection 307(2) and section 323, respectively, apply in respect of a claimant for any benefit period that begins on or after the day on which subsection 307(2) and section 323 come into force.

Coordinating Amendments

337 [Amendments]**338 [Amendments]****Application continue — avant le 25 septembre 2022**

335 Les passages ci-après de la *Loi sur l'assurance-emploi*, dans leur version antérieure au 25 septembre 2022, continuent de s'appliquer à l'égard d'un assuré ou d'un prestataire, selon le cas, dont la période de prestations commence durant la période commençant le 26 septembre 2021 et se terminant le 24 septembre 2022 :

- a) le paragraphe 6(1);
- b) le paragraphe 7(2);
- c) le paragraphe 7.1(1);
- d) le paragraphe 12(8);
- e) l'article 21;
- f) les paragraphes 22(1), (2) et (5);
- g) les paragraphes 23(1), (1.3), (4), (4.1), (5) et (6);
- h) le paragraphe 23.1(2);
- i) le paragraphe 23.2(1);
- j) le paragraphe 23.3(1);
- k) l'article 28;
- l) l'alinéa 29a);
- m) l'article 30;
- n) l'article 51;
- o) l'annexe I.

Maladie, blessure ou mise en quarantaine

336 Les alinéas 12(3)c) et 152.14(1)c) de la *Loi sur l'assurance-emploi*, édictés respectivement par le paragraphe 307(2) et l'article 323, s'appliquent à l'égard d'un prestataire relativement à la période de prestations qui commence à la date d'entrée en vigueur de ce paragraphe 307(2) et de cet article 323 ou après cette date.

Dispositions de coordination

337 [Modifications]**338 [Modifications]**

Coming into Force

September 26, 2021

339 (1) Subsections 302(1), 303(1) and (3) and 304(1), section 305, subsections 306(1), 307(1) and (3), 308(1), 309(1), (3) and (5), 310(1), (3), (5), (7), (9), (11) and (13), 311(1), 312(1), 313(1), 314(1), 315(1), 316(1) and (3), 317(1) and 318(1), sections 319 to 321, subsection 322(1), sections 324, 325 and 327, subsection 329(1) and section 330 come into force, or are deemed to have come into force, on September 26, 2021.

September 25, 2022

(2) Subsections 302(2), 303(2) and (4), 304(2), 306(2), 307(4), 308(2), 309(2), (4) and (6), 310(2), (4), (6), (8), (10), (12) and (14), 311(2), 312(2), 313(2), 314(2), 315(2), 316(2) and (4), 317(2), 318(2), 322(2) and 329(2) come into force, or are deemed to have come into force, on September 25, 2022.

Order in council

(3) Subsection 307(2) and sections 323 and 336 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Subsection 307(2) and sections 323 and 336 in force December 18, 2022, see SI/2022-57.]

September 12, 2021

(4) Section 326 comes into force, or is deemed to have come into force, on September 12, 2021.

Order in council

(5) Section 328 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Section 328 in force September 26, 2021, see SI/2021-57.]

R.S., c. L-2.

Canada Labour Code

Amendments to the Act

340 [Amendments]

341 [Amendments]

342 [Amendments]

343 [Amendments]

344 [Amendments]

Entrée en vigueur

26 septembre 2021

339 (1) Les paragraphes 302(1), 303(1) et (3) et 304(1), l'article 305, les paragraphes 306(1), 307(1) et (3), 308(1), 309(1), (3) et (5), 310(1), (3), (5), (7), (9), (11) et (13), 311(1), 312(1), 313(1), 314(1), 315(1), 316(1) et (3), 317(1) et 318(1), les articles 319 à 321, le paragraphe 322(1), les articles 324, 325 et 327, le paragraphe 329(1) et l'article 330 entrent en vigueur ou sont réputés être entrés en vigueur le 26 septembre 2021.

25 septembre 2022

(2) Les paragraphes 302(2), 303(2) et (4), 304(2), 306(2), 307(4), 308(2), 309(2), (4) et (6), 310(2), (4), (6), (8), (10), (12) et (14), 311(2), 312(2), 313(2), 314(2), 315(2), 316(2) et (4), 317(2), 318(2), 322(2) et 329(2) entrent en vigueur ou sont réputés être entrés en vigueur le 25 septembre 2022.

Décret

(3) Le paragraphe 307(2) et les articles 323 et 336 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note: Paragraphe 307(2) et articles 323 et 336 en vigueur le 18 décembre 2022, voir TR/2022-57.]

12 septembre 2021

(4) L'article 326 entre en vigueur ou est réputé être entré en vigueur le 12 septembre 2021.

Décret

(5) L'article 328 entre en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note: Article 328 en vigueur le 26 septembre 2021, voir TR/2021-57.]

L.R., ch. L-2.

Code canadien du travail

Modification de la loi

340 [Modifications]

341 [Modifications]

342 [Modifications]

343 [Modifications]

344 [Modifications]

Coordinating Amendments

345 [Amendments]

Coming into Force

Subsection 307(2)

***346 Sections 340 to 344 come into force on the day on which subsection 307(2) comes into force.**

* [Note: Sections 340 to 344 in force December 18, 2022, see SI/2022-57.]

SOR/96-332.

Employment Insurance Regulations

Amendments to the Regulations

347 [Amendments]

348 [Amendments]

349 [Amendments]

350 [Amendments]

Transitional Provisions

Continued application — before September 25, 2022

350.1 (1) Subsection 35(6), paragraph 35(7)(g) and section 36 of the former Regulations continue to apply in respect of a claimant's earnings if, but for this subsection, the earnings would be allocated under subsection 36(9) or (10) of the new Regulations to a number of weeks the first week of which falls within the period beginning on September 26, 2021 and ending on September 24, 2022.

Definitions

(2) The following definitions apply in this section.

***claimant* has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Employment Insurance Act*. (*prestataire*)**

***earnings* means the earnings referred to in subsections 36(9) and (10) of the new Regulations. (*rémunération*)**

***former Regulations* means the *Employment Insurance Regulations* as they read immediately before September 25, 2022. (*ancien règlement*)**

Dispositions de coordination

345 [Modifications]

Entrée en vigueur

Paragraphe 307(2)

***346 Les articles 340 à 344 entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur du paragraphe 307(2).**

* [Note : Articles 340 à 344 en vigueur le 18 décembre 2022, voir TR/2022-57.]

DORS/96-332.

Règlement sur l'assurance-emploi

Modification du règlement

347 [Modifications]

348 [Modifications]

349 [Modifications]

350 [Modifications]

Dispositions transitoires

Application continue — avant le 25 septembre 2022

350.1 (1) Le paragraphe 35(6), l'alinéa 35(7)g) et l'article 36 de l'ancien règlement continuent à s'appliquer à l'égard de la rémunération du prestataire qui, n'eût été le présent paragraphe, serait répartie conformément aux paragraphes 36(9) ou (10) du nouveau règlement sur un nombre de semaines dont la première est comprise dans la période débutant le 26 septembre 2021 et se terminant le 24 septembre 2022.

Définitions

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

***ancien règlement* Le *Règlement sur l'assurance-emploi*, dans sa version antérieure au 25 septembre 2022. (*former Regulations*)**

***nouveau règlement* Le *Règlement sur l'assurance-emploi*, dans sa version au 25 septembre 2022. (*new Regulations*)**

***prestataire* S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'assurance-emploi*. (*claimant*)**

new Regulations means the *Employment Insurance Regulations* as they read on September 25, 2022. (*nouveau règlement*)

2022, c. 10, s. 412.

Coming into Force

September 26, 2021

351 (1) Subsections 347(1) and (3), 348(1), 349(1) and (3) and section 350 come into force, or are deemed to have come into force, on September 26, 2021.

September 25, 2022

(2) Subsections 347(2) and (4), 348(2) and 349(2) and (4) come into force, or are deemed to have come into force, on September 25, 2022.

SOR/96-445.

**Employment Insurance (Fishing)
Regulations**

Amendments to the Regulations

352 [Amendments]

353 [Amendments]

354 [Amendments]

355 [Amendments]

356 [Amendments]

357 [Amendments]

358 [Amendments]

Transitional Provision

Non-application

359 For greater certainty, subsections 153(3) to (9) of the *Employment Insurance Act* do not apply in respect of the amendments made by sections 352 to 358.

Coming into Force

September 26, 2021

360 (1) Subsections 352(1), 353(1) and (3), 354(1) and 355(1) and (3) and sections 356 and 357 come into force, or are deemed to have come into force, on September 26, 2021.

rémunération S'entend de la rémunération visée aux paragraphes 36(9) et (10) du nouveau règlement. (*earnings*)

2022, ch. 10, art. 412.

Entrée en vigueur

26 septembre 2021

351 (1) Les paragraphes 347(1) et (3), 348(1) et 349(1) et (3) et l'article 350 entrent en vigueur ou sont réputés être entrés en vigueur le 26 septembre 2021.

25 septembre 2022

(2) Les paragraphes 347(2) et (4), 348(2) et 349(2) et (4) entrent en vigueur ou sont réputés être entrés en vigueur le 25 septembre 2022.

DORS/96-445.

**Règlement sur l'assurance-emploi
(pêche)**

Modification du règlement

352 [Modifications]

353 [Modifications]

354 [Modifications]

355 [Modifications]

356 [Modifications]

357 [Modifications]

358 [Modifications]

Disposition transitoire

Non-application

359 Il est entendu que les paragraphes 153(3) à (9) de la *Loi sur l'assurance-emploi* ne s'appliquent pas à l'égard des modifications visées aux articles 352 à 358.

Entrée en vigueur

26 septembre 2021

360 (1) Les paragraphes 352(1), 353(1) et (3), 354(1) et 355(1) et (3) et les articles 356 et 357 entrent en vigueur ou sont réputés être entrés en vigueur le 26 septembre 2021.

September 25, 2022

(2) Subsections 352(2), 353(2) and (4), 354(2) and 355(2) and (4) and section 358 come into force, or are deemed to have come into force, on September 25, 2022.

DIVISION 36

2000, c. 9.

Canada Elections Act

Amendments to the Act

361 [Amendments]

Application of Amendments

Election within six months

362 Despite subsection 554(1) of the *Canada Elections Act*, the amendments to that Act made by section 361 apply in an election for which the writ is issued within six months after the day on which this Act receives royal assent.

25 septembre 2022

(2) Les paragraphes 352(2), 353(2) et (4), 354(2) et 355(2) et (4) et l'article 358 entrent en vigueur ou sont réputés être entrés en vigueur le 25 septembre 2022.

SECTION 36

2000, ch. 9.

Loi électorale du Canada

Modification de la loi

361 [Modifications]

Application des modifications

Élections déclenchées dans les six mois

362 Malgré le paragraphe 554(1) de la *Loi électorale du Canada*, les modifications apportées à cette loi par l'article 361 s'appliquent aux élections déclenchées dans les six mois qui suivent la date de sanction de la présente loi.

SCHEDULE 1

(Subsection 329(1))

SCHEDULE I

(Subsection 12(2))

Table of Weeks of Benefits

Number of hours of insurable employment in qualifying period	Regional Rate of Unemployment											
	6% and under	More than 6% but not more than 7%	More than 7% but not more than 8%	More than 8% but not more than 9%	More than 9% but not more than 10%	More than 10% but not more than 11%	More than 11% but not more than 12%	More than 12% but not more than 13%	More than 13% but not more than 14%	More than 14% but not more than 15%	More than 15% but not more than 16%	More than 16%
420-454	14	14	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32
455-489	14	14	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32
490-524	14	14	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33
525-559	14	14	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33
560-594	14	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34
595-629	14	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34
630-664	14	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35
665-699	14	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35
700-734	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36
735-769	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36
770-804	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37
805-839	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37
840-874	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38
875-909	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38
910-944	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39
945-979	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39
980-1014	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40
1015-1049	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40
1050-1084	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41
1085-1119	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41
1120-1154	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42
1155-1189	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42
1190-1224	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43
1225-1259	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43
1260-1294	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44
1295-1329	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44
1330-1364	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45
1365-1399	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45
1400-1434	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	45
1435-1469	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	45
1470-1504	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	45	45
1505-1539	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	45	45
1540-1574	28	30	32	34	36	38	40	42	44	45	45	45
1575-1609	29	31	33	35	37	39	41	43	45	45	45	45
1610-1644	30	32	34	36	38	40	42	44	45	45	45	45
1645-1679	31	33	35	37	39	41	43	45	45	45	45	45
1680-1714	32	34	36	38	40	42	44	45	45	45	45	45
1715-1749	33	35	37	39	41	43	45	45	45	45	45	45
1750-1784	34	36	38	40	42	44	45	45	45	45	45	45
1785-1819	35	37	39	41	43	45	45	45	45	45	45	45
1820-	36	38	40	42	44	45	45	45	45	45	45	45

ANNEXE 1

(paragraphe 329(1))

ANNEXE I

(paragraphe 12(2))

Tableau des semaines de prestations

Nombre d'heures d'emploi assurable au cours de la période de référence	Taux régional de chômage											
	6 % et moins	Plus de 6 % mais au plus 7 %	Plus de 7 % mais au plus 8 %	Plus de 8 % mais au plus 9 %	Plus de 9 % mais au plus 10 %	Plus de 10 % mais au plus 11 %	Plus de 11 % mais au plus 12 %	Plus de 12 % mais au plus 13 %	Plus de 13 % mais au plus 14 %	Plus de 14 % mais au plus 15 %	Plus de 15 % mais au plus 16 %	Plus de 16 %
420-454	14	14	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32
455-489	14	14	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32
490-524	14	14	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33
525-559	14	14	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33
560-594	14	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34
595-629	14	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34
630-664	14	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35
665-699	14	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35
700-734	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36
735-769	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36
770-804	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37
805-839	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37
840-874	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38
875-909	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38
910-944	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39
945-979	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39
980-1014	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40
1015-1049	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40
1050-1084	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41
1085-1119	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41
1120-1154	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42
1155-1189	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42
1190-1224	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43
1225-1259	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43
1260-1294	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44
1295-1329	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44
1330-1364	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45
1365-1399	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45
1400-1434	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	45
1435-1469	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	45
1470-1504	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	45	45
1505-1539	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	45	45
1540-1574	28	30	32	34	36	38	40	42	44	45	45	45
1575-1609	29	31	33	35	37	39	41	43	45	45	45	45
1610-1644	30	32	34	36	38	40	42	44	45	45	45	45
1645-1679	31	33	35	37	39	41	43	45	45	45	45	45
1680-1714	32	34	36	38	40	42	44	45	45	45	45	45
1715-1749	33	35	37	39	41	43	45	45	45	45	45	45
1750-1784	34	36	38	40	42	44	45	45	45	45	45	45
1785-1819	35	37	39	41	43	45	45	45	45	45	45	45
1820-	36	38	40	42	44	45	45	45	45	45	45	45

SCHEDULE 2

(Subsection 329(2))

SCHEDULE I

(Subsection 12(2))

Table of Weeks of Benefits

Number of hours of insurable employment in qualifying period	Regional Rate of Unemployment											
	6% and under	More than 6% but not more than 7%	More than 7% but not more than 8%	More than 8% but not more than 9%	More than 9% but not more than 10%	More than 10% but not more than 11%	More than 11% but not more than 12%	More than 12% but not more than 13%	More than 13% but not more than 14%	More than 14% but not more than 15%	More than 15% but not more than 16%	More than 16%
420-454									26	28	30	32
455-489								24	26	28	30	32
490-524							23	25	27	29	31	33
525-559						21	23	25	27	29	31	33
560-594					20	22	24	26	28	30	32	34
595-629				18	20	22	24	26	28	30	32	34
630-664			17	19	21	23	25	27	29	31	33	35
665-699		15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35
700-734	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36
735-769	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36
770-804	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37
805-839	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37
840-874	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38
875-909	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38
910-944	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39
945-979	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39
980-1014	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40
1015-1049	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40
1050-1084	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41
1085-1119	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41
1120-1154	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42
1155-1189	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42
1190-1224	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43
1225-1259	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43
1260-1294	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44
1295-1329	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44
1330-1364	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45
1365-1399	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45
1400-1434	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	45
1435-1469	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	45
1470-1504	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	45	45
1505-1539	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	45	45
1540-1574	28	30	32	34	36	38	40	42	44	45	45	45
1575-1609	29	31	33	35	37	39	41	43	45	45	45	45
1610-1644	30	32	34	36	38	40	42	44	45	45	45	45
1645-1679	31	33	35	37	39	41	43	45	45	45	45	45
1680-1714	32	34	36	38	40	42	44	45	45	45	45	45
1715-1749	33	35	37	39	41	43	45	45	45	45	45	45
1750-1784	34	36	38	40	42	44	45	45	45	45	45	45
1785-1819	35	37	39	41	43	45	45	45	45	45	45	45
1820-	36	38	40	42	44	45	45	45	45	45	45	45

ANNEXE 2

(paragraphe 329(2))

ANNEXE I

(paragraphe 12(2))

Tableau des semaines de prestations

Nombre d'heures d'emploi assurable au cours de la période de référence	Taux régional de chômage											
	6 % et moins	Plus de 6 % mais au plus 7 %	Plus de 7 % mais au plus 8 %	Plus de 8 % mais au plus 9 %	Plus de 9 % mais au plus 10 %	Plus de 10 % mais au plus 11 %	Plus de 11 % mais au plus 12 %	Plus de 12 % mais au plus 13 %	Plus de 13 % mais au plus 14 %	Plus de 14 % mais au plus 15 %	Plus de 15 % mais au plus 16 %	Plus de 16 %
420-454									26	28	30	32
455-489								24	26	28	30	32
490-524							23	25	27	29	31	33
525-559						21	23	25	27	29	31	33
560-594					20	22	24	26	28	30	32	34
595-629				18	20	22	24	26	28	30	32	34
630-664			17	19	21	23	25	27	29	31	33	35
665-699		15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35
700-734	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36
735-769	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36
770-804	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37
805-839	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37
840-874	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38
875-909	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38
910-944	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39
945-979	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39
980-1014	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40
1015-1049	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40
1050-1084	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41
1085-1119	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41
1120-1154	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42
1155-1189	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42
1190-1224	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43
1225-1259	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43
1260-1294	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44
1295-1329	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44
1330-1364	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45
1365-1399	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45
1400-1434	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	45
1435-1469	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	45
1470-1504	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	45	45
1505-1539	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	45	45
1540-1574	28	30	32	34	36	38	40	42	44	45	45	45
1575-1609	29	31	33	35	37	39	41	43	45	45	45	45
1610-1644	30	32	34	36	38	40	42	44	45	45	45	45
1645-1679	31	33	35	37	39	41	43	45	45	45	45	45
1680-1714	32	34	36	38	40	42	44	45	45	45	45	45
1715-1749	33	35	37	39	41	43	45	45	45	45	45	45
1750-1784	34	36	38	40	42	44	45	45	45	45	45	45
1785-1819	35	37	39	41	43	45	45	45	45	45	45	45
1820-	36	38	40	42	44	45	45	45	45	45	45	45

SCHEDULE 3

(Section 330)

SCHEDULE V

(Subsection 12(2.3))

ANNEXE 3

(article 330)

Table of Weeks of Benefits – Seasonal Workers

Number of hours of insurable employment in qualifying period	Regional Unemployment Rate											
	6% and under	More than 6% but not more than 7%	More than 7% but not more than 8%	More than 8% but not more than 9%	More than 9% but not more than 10%	More than 10% but not more than 11%	More than 11% but not more than 12%	More than 12% but not more than 13%	More than 13% but not more than 14%	More than 14% but not more than 15%	More than 15% but not more than 16%	More than 16%
420–454	19	19	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37
455–489	19	19	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37
490–524	19	19	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38
525–559	19	19	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38
560–594	19	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39
595–629	19	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39
630–664	19	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40
665–699	19	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40
700–734	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41
735–769	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41
770–804	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42
805–839	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42
840–874	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43
875–909	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43
910–944	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44
945–979	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44
980–1014	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45
1015–1049	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45
1050–1084	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	46
1085–1119	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	46
1120–1154	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	47
1155–1189	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	47
1190–1224	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	46	48
1225–1259	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	46	48
1260–1294	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	47	49
1295–1329	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	47	49
1330–1364	28	30	32	34	36	38	40	42	44	46	48	50
1365–1399	28	30	32	34	36	38	40	42	44	46	48	50
1400–1434	29	31	33	35	37	39	41	43	45	47	49	51
1435–1469	30	32	34	36	38	40	42	44	46	48	50	52
1470–1504	31	33	35	37	39	41	43	45	47	49	51	53
1505–1539	32	34	36	38	40	42	44	46	48	50	52	54
1540–1574	33	35	37	39	41	43	45	47	49	51	53	55
1575–1609	34	36	38	40	42	44	46	48	50	52	54	56
1610–1644	35	37	39	41	43	45	47	49	51	53	55	57
1645–1679	36	38	40	42	44	46	48	50	52	54	56	58
1680–1714	37	39	41	43	45	47	49	51	53	55	57	59
1715–1749	38	40	42	44	46	48	50	52	54	56	58	60
1750–1784	39	41	43	45	47	49	51	53	55	57	59	61
1785–1819	40	42	44	46	48	50	52	54	56	58	60	62
1820–	41	43	45	47	49	51	53	55	57	59	61	63

ANNEXE V

(paragraphe 12(2.3))

Tableau des semaines de prestations – travailleurs saisonniers

Nombre d'heures d'emploi assurable au cours de la période de référence	Taux régional de chômage											
	6% et moins	Plus de 6% mais au plus 7%	Plus de 7% mais au plus 8%	Plus de 8% mais au plus 9%	Plus de 9% mais au plus 10%	Plus de 10% mais au plus 11%	Plus de 11% mais au plus 12%	Plus de 12% mais au plus 13%	Plus de 13% mais au plus 14%	Plus de 14% mais au plus 15%	Plus de 15% mais au plus 16%	Plus de 16%
420–454	19	19	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37
455–489	19	19	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37

Nombre d'heures d'emploi assurable au cours de la période de référence	Taux régional de chômage											
	6 % et moins	Plus de 6 % mais au plus 7 %	Plus de 7 % mais au plus 8 %	Plus de 8 % mais au plus 9 %	Plus de 9 % mais au plus 10 %	Plus de 10 % mais au plus 11 %	Plus de 11 % mais au plus 12 %	Plus de 12 % mais au plus 13 %	Plus de 13 % mais au plus 14 %	Plus de 14 % mais au plus 15 %	Plus de 15 % mais au plus 16 %	Plus de 16 %
490-524	19	19	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38
525-559	19	19	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38
560-594	19	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39
595-629	19	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39
630-664	19	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40
665-699	19	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40
700-734	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41
735-769	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41
770-804	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42
805-839	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42
840-874	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43
875-909	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43
910-944	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44
945-979	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44
980-1014	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45
1015-1049	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45
1050-1084	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	45
1085-1119	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	45
1120-1154	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	45
1155-1189	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	45
1190-1224	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	45	45
1225-1259	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	45	45
1260-1294	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	45	45
1295-1329	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	45	45
1330-1364	28	30	32	34	36	38	40	42	44	45	45	45
1365-1399	28	30	32	34	36	38	40	42	44	45	45	45
1400-1434	29	31	33	35	37	39	41	43	45	45	45	45
1435-1469	30	32	34	36	38	40	42	44	45	45	45	45
1470-1504	31	33	35	37	39	41	43	45	45	45	45	45
1505-1539	32	34	36	38	40	42	44	45	45	45	45	45
1540-1574	33	35	37	39	41	43	45	45	45	45	45	45
1575-1609	34	36	38	40	42	44	45	45	45	45	45	45
1610-1644	35	37	39	41	43	45	45	45	45	45	45	45
1645-1679	36	38	40	42	44	45	45	45	45	45	45	45
1680-1714	37	39	41	43	45	45	45	45	45	45	45	45
1715-1749	38	40	42	44	45	45	45	45	45	45	45	45
1750-1784	39	41	43	45	45	45	45	45	45	45	45	45
1785-1819	40	42	44	45	45	45	45	45	45	45	45	45
1820-	41	43	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45

SCHEDULE VI

(Paragraphe 12(2.3)(b))

Regions for the Purpose of Benefits for Seasonal Workers

Interpretation

1 The definitions in this section apply in this Schedule.

Census Agglomeration for the purposes of section 4 means a census agglomeration within the meaning of the Statistics Canada document entitled *Standard Geographical Classification (SGC) 1996* and for the purposes of sections 5 and 7 means a census agglomeration within

ANNEXE VI

(alinéa 12(2.3)(b))

Régions pour l'application des prestations pour travailleurs saisonniers

Définitions

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente annexe.

agglomération de recensement S'entend, pour l'application de l'article 4, au sens du document de Statistique Canada intitulé *Classification géographique type (CGT) 1996* et, pour celle des articles 5 et 7, au sens de celui

the meaning of the Statistics Canada document entitled *Standard Geographical Classification (SGC) 2011*. (*agglomération de recensement*)

Census Division means a census division within the meaning of the Statistics Canada document entitled *Standard Geographical Classification (SGC) 1996*. (*division de recensement*)

Census Metropolitan Area means a census metropolitan area within the meaning of the Statistics Canada document entitled *Standard Geographical Classification (SGC) 1996*. (*région métropolitaine de recensement*)

Census Subdivision for the purposes of sections 4 and 6 means a census subdivision within the meaning of the Statistics Canada document entitled *Standard Geographical Classification (SGC) 1996* and for the purposes of sections 5 and 7 means a census subdivision within the meaning of the Statistics Canada document entitled *Standard Geographical Classification (SGC) 2011*. (*sub-division de recensement*)

Regions

Quebec

2 (1) The region of Gaspésie — Îles-de-la-Madeleine, consisting of Census Division Nos. 1 to 8 and 98.

(2) The region of Central Quebec, consisting of

(a) those portions of Census Division Nos. 21 and 22 that are not part of the Census Metropolitan Area of Quebec City;

(b) those portions of Census Division Nos. 37 and 38 that are not part of the Census Metropolitan Area of Trois-Rivières;

(c) those portions of Census Division Nos. 41, 42, 44 and 45 that are not part of the Census Metropolitan Area of Sherbrooke;

(d) those portions of Census Division Nos. 52, 60, 75 and 76 that are not part of the Census Metropolitan Area of Montréal;

(e) the portion of Census Division No. 82 that is not part of the Census Metropolitan Area of Ottawa — Hull; and

(f) Census Division Nos. 31 to 36, 39, 40, 48, 49, 50, 51, 53, 61, 62, 63, 77, 78, 80 and 90.

intitulé *Classification géographique type (CGT) 2011*. (*Census Agglomeration*)

division de recensement S'entend au sens du document de Statistique Canada intitulé *Classification géographique type (CGT) 1996*. (*Census Division*)

région métropolitaine de recensement S'entend au sens du document de Statistique Canada intitulé *Classification géographique type (CGT) 1996*. (*Census Metropolitan Area*)

subdivision de recensement S'entend, pour l'application des articles 4 et 6, au sens du document de Statistique Canada intitulé *Classification géographique type (CGT) 1996* et, pour celle des articles 5 et 7, au sens de celui intitulé *Classification géographique type (CGT) 2011*. (*Census Subdivision*)

Régions

Québec

2 (1) La région de Gaspésie — Îles-de-la-Madeleine, constituée des divisions de recensement n^{os} 1 à 8 et 98.

(2) La région du centre du Québec, constituée des parties et des divisions suivantes :

a) les parties des divisions de recensement n^{os} 21 et 22 qui ne sont pas comprises dans la région métropolitaine de recensement de Québec;

b) les parties des divisions de recensement n^{os} 37 et 38 qui ne sont pas comprises dans la région métropolitaine de recensement de Trois-Rivières;

c) les parties des divisions de recensement n^{os} 41, 42, 44 et 45 qui ne sont pas comprises dans la région métropolitaine de recensement de Sherbrooke;

d) les parties des divisions de recensement n^{os} 52, 60, 75 et 76 qui ne sont pas comprises dans la région métropolitaine de recensement de Montréal;

e) la partie de la division de recensement n^o 82 qui n'est pas comprise dans la région métropolitaine de recensement d'Ottawa — Hull;

f) les divisions de recensement n^{os} 31 à 36, 39, 40, 48, 49, 50, 51, 53, 61, 62, 63, 77, 78, 80 et 90.

(3) The region of North Western Quebec, consisting of Census Division Nos. 79, 83 to 89 and 99.

(4) The region of Lower Saint Lawrence and North Shore, consisting of

(a) the portion of Census Division No. 94 that is not part of the Census Metropolitan Area of Chicoutimi — Jonquière; and

(b) Census Division Nos. 9 to 18, 28, 91, 92, 93, 95, 96 and 97.

(5) The region of Chicoutimi — Jonquière, consisting of the Census Metropolitan Area of Chicoutimi — Jonquière.

Nova Scotia

3 (1) The region of Eastern Nova Scotia, consisting of

(a) Census Division Nos. 13 to 18; and

(b) the portion of Census Division No. 9 that is not part of the Census Metropolitan Area of Halifax.

(2) The region of Western Nova Scotia, consisting of Census Division Nos. 1 to 8, 10, 11 and 12.

New Brunswick

4 (1) The region of Madawaska — Charlotte, consisting of

(a) the portion of Census Division No. 2 that is not part of the Census Metropolitan Area of Saint John;

(b) Census Division Nos. 11, 12 and 13; and

(c) Census Subdivision Nos. 1310004, 1310005, 1310006, 1310007, 1310008, 1310011, 1310012, 1310013, 1310014, 1310016, 1310021, 1310024, 1310025 and 1310054.

(2) The region of Restigouche — Albert, consisting of

(a) Census Division Nos. 8, 9, 14 and 15;

(b) Census Subdivision Nos. 1303014 and 1303018;

(c) the portion of Census Division No. 4 that is not part of the Census Metropolitan Area of Saint John;

(3) La région du nord-ouest du Québec, constituée des divisions de recensement n^{os} 79, 83 à 89 et 99.

(4) La région du Bas Saint-Laurent — Côte-Nord, constituée de la partie et des divisions suivantes :

a) la partie de la division de recensement n^o 94 qui n'est pas comprise dans la région métropolitaine de recensement de Chicoutimi — Jonquière;

b) les divisions de recensement n^{os} 9 à 18, 28, 91, 92, 93, 95, 96 et 97.

(5) La région de Chicoutimi — Jonquière, constituée de la région métropolitaine de recensement de Chicoutimi — Jonquière.

Nouvelle-Écosse

3 (1) La région de l'est de la Nouvelle-Écosse, constituée de la partie et des divisions suivantes :

a) les divisions de recensement n^{os} 13 à 18;

b) la partie de la division de recensement n^o 9 qui n'est pas comprise dans la région métropolitaine de recensement de Halifax.

(2) La région de l'ouest de la Nouvelle-Écosse, constituée des divisions de recensement n^{os} 1 à 8, 10, 11 et 12.

Nouveau-Brunswick

4 (1) La région de Madawaska — Charlotte, constituée de la partie, des divisions et des subdivisions suivantes :

a) la partie de la division de recensement n^o 2 qui n'est pas comprise dans la région métropolitaine de recensement de Saint John;

b) les divisions de recensement n^{os} 11, 12 et 13;

c) les subdivisions de recensement n^{os} 1310004, 1310005, 1310006, 1310007, 1310008, 1310011, 1310012, 1310013, 1310014, 1310016, 1310021, 1310024, 1310025 et 1310054.

(2) La région de Restigouche — Albert, constituée des parties, des divisions et des subdivisions suivantes :

a) les divisions de recensement n^{os} 8, 9, 14 et 15;

b) les subdivisions de recensement n^{os} 1303014 et 1303018;

(d) the portion of Census Division No. 6 that is not part of the Census Agglomeration of Moncton;

(e) Census Subdivision Nos. 1307001, 1307002, 1307004, 1307005, 1307007, 1307008, 1307009, 1307011, 1307012, 1307013, 1307014, 1307016, 1307024, 1307029 and 1307052; and

(f) Census Subdivision Nos. 1310036 and 1310037.

Prince Edward Island

5 (1) The region of Charlottetown, consisting of the Census Agglomeration of Charlottetown.

(2) The region of Prince Edward Island, consisting of all Census Subdivisions that are not part of the Census Agglomeration of Charlottetown.

Newfoundland/Labrador

6 The region of Newfoundland/Labrador, consisting of

(a) Census Subdivision Nos. 01557 and 01559 and the portion of Census Division No. 1 that is not part of the Census Metropolitan Area of St. John's; and

(b) Census Division Nos. 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10.

Yukon

7 The region of Yukon, consisting of all Census Subdivisions that are not part of the Census Agglomeration of Whitehorse.

c) la partie de la division de recensement n° 4 qui n'est pas comprise dans la région métropolitaine de recensement de Saint John;

d) la partie de la division de recensement n° 6 qui n'est pas comprise dans l'agglomération de recensement de Moncton;

e) les subdivisions de recensement n^{os} 1307001, 1307002, 1307004, 1307005, 1307007, 1307008, 1307009, 1307011, 1307012, 1307013, 1307014, 1307016, 1307024, 1307029 et 1307052;

f) les subdivisions de recensement n^{os} 1310036 et 1310037.

Île-du-Prince-Édouard

5 (1) La région de Charlottetown, constituée de l'agglomération de recensement de Charlottetown.

(2) La région de l'Île-du-Prince-Édouard, constituée de toutes les subdivisions de recensement qui ne sont pas comprises dans cette agglomération.

Terre-Neuve/Labrador

6 La région de Terre-Neuve/Labrador, constituée des subdivisions, de la partie et des divisions suivantes :

a) les subdivisions de recensement n^{os} 01557 et 01559 et de la partie de la division de recensement n° 1 qui n'est pas comprise dans la région métropolitaine de recensement de St. John's;

b) les divisions de recensement n^{os} 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10.

Yukon

7 La région du Yukon, constituée de toutes les subdivisions de recensement qui ne sont pas comprises dans l'agglomération de recensement de Whitehorse.

SCHEDULE 4

(Section 358)

SCHEDULE

(Paragraphs 8(2)(b) and (7)(b) and 12(5)(a))

Insurable Earnings Entrance Requirement for Fishers

	Column 1	Column 2
Item	Regional Rate of Unemployment (%)	Insurable Earnings (\$)
1	over 13	2,500
2	more than 12 but not more than 13	2,700
3	more than 11 but not more than 12	2,900
4	more than 10 but not more than 11	3,200
5	more than 9 but not more than 10	3,400
6	more than 8 but not more than 9	3,600
7	more than 7 but not more than 8	3,800
8	more than 6 but not more than 7	4,000
9	6 and under	4,200

ANNEXE 4

(article 358)

ANNEXE

(alinéas 8(2)b) et (7)b) et 12(5)a)

Rémunération assurable des pêcheurs — seuil d'admissibilité

	Colonne 1	Colonne 2
Article	Taux régional de chômage (%)	Rémunération assurable (\$)
1	plus de 13	2 500
2	plus de 12 mais au plus 13	2 700
3	plus de 11 mais au plus 12	2 900
4	plus de 10 mais au plus 11	3 200
5	plus de 9 mais au plus 10	3 400
6	plus de 8 mais au plus 9	3 600
7	plus de 7 mais au plus 8	3 800
8	plus de 6 mais au plus 7	4 000
9	6 ou moins	4 200